



REPUBLIQUE DU SENEGAL

AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
(ARMP)

REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES MARCHES
CONCLUS PAR LE GROUPE II
AU TITRE DE LA GESTION 2011

SOCIETE DES PETROLES DU SENEGAL
(PETROSEN)

JUIN 2013

PRESENTE PAR
LE GROUPEMENT GMS/ SSPM



Liberté 6 extension, en face Camp Leclerc
Imm Moustapha, 2ème étage à gauche
Tel : Bur : 33 867 68 00 / 33 867 68 02
Fax: 33 867 68 01 - BP. 9048 Dakar Peytavin
E-Mail : gmac@orange.sn



✉ 1109 Liberté 1, Dakar BP 23967 Dakar Ponty
☎ (+221) 33 864 06 66 / (221) 77 630 72 97
E-mail sspm@sspm.sn

TABLE DES MATIERES

I. SYNTHÈSE DE NOS TRAVAUX	5
1.1. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS	5
1.2. CONSTATS D'AUDIT	6
1.2.1 Echantillon	7
1.2.2. Constats relatifs à la passation des marchés	8
1.2.3. CONSTATS SUR L'EXECUTION FINANCIERE	12
1.2.4. CONSTATS SUR LA MATERIALITE DE LA DEPENSE	13
1.3. RECOMMANDATIONS RELATIVES A L'AUDIT DES MARCHES	14
1.3.1. Marchés sur appel d'offres	14
1.3.2. Marchés sur DRP	14
II. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	15
2.1. CONTEXTE DE LA MISSION	15
2.1. OBJECTIFS DE LA MISSION	16
III. SELECTION DES MARCHES A AUDITER	18
IV. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES	19
4.1. ETAPES DE LA MISSION	19
4.2. ACTIVITES PREALABLES AU DEMARRAGE DE LA MISSION	20
4.2.1. La Préparation de la mission	20
4.2.2. Mise en place d'une équipe de coordination et d'appui au siège	21
4.3. REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES	22
4.4. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES	23
4.5. CONTROLE DE LA QUALITE DE LA REVUE	24
4.6. SYNTHÈSE DES CONSTATS ET APPRECIATION DES TENDANCES GENERALES	24
4.7. REVUE DES MARCHES LITIGIEUX ET DES MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE	25
4.8. RESTITUTION DES RAPPORTS	26
V. ANALYSE DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE	26
5.1. LE CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE	26
5.2. LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES	28
5.2.1. La Cellule de Passation des Marchés (CPM)	28
5.2.2. La Commission des Marchés	28
5.3. LES ORGANES DE CONTROLE ET DE REGULATION	29
5.3.1. La Direction centrale des Marchés publics (DCMP)	29
5.3.2. L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)	29
5.4. MODIFICATIONS APORTEES PAR LE DECRET N°2011-1048 DU 27 JUILLET 2011 PORTANT CODE DES MARCHES PUBLICS	29
VI. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES	30
6.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES	30
6.2. AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE	40
6.3. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES	41
VII. RECOMMANDATIONS	43
7.1. RECOMMANDATIONS SUR LE DISPOSITIF DE GESTION DES MARCHES	43
7.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX MARCHES	43
7.2.1. Recommandations relatives aux Marchés par appel d'offre	43
7.2.2. Recommandations relatives aux DRP	44

7.2.3. Recommandations relatives au renforcement des capacités des agents en matière de passation des marchés.....	44
7.2.4. Recommandations relatives au classement et à l'archivage.....	45
VIII. ANNEXES.....	46
ANNEXE 1 : REPARTITION ECHANTILLON	47
ANNEXE 2 : LISTE DES COMMANDES DIRECTES	51
ANNEXE 3 : FICHE DE PROJET DRP	52
ANNEXE 5 : REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE.....	85

SIGLES ET ACRONYMES

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AI	Auditeur Indépendant
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PETROSEN	Société des Pétroles du Sénégal
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès-Verbal
PVR	Procès-Verbal de Réception
RAPEV	Rapport d'Evaluation
RAO	Rapport d'Analyse des Offres
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
TDR	Terme de Références
TC	Titre de Créance
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

I. SYNTHÈSE DE NOS TRAVAUX

Le présent rapport est relatif à la revue de la conformité des procédures de passation et d'exécution des marchés conclus au titre de l'exercice 2011 par la **Société des Pétroles du Sénégal (PETROSEN)**, conformément aux exigences des termes de référence de la mission que l'Autorité de Régulation des marchés publics (ARMP) a bien voulu confier au Groupement GMS/SSPM.

La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe II, afin de s'assurer que:

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Au terme de cette mission, nous avons établi un certain nombre de constats relatifs au dispositif institutionnel de chaque structure mais aussi à chaque marché ciblé selon un processus d'échantillonnage aléatoire développé dans notre méthodologie.

En ce qui concerne PETROSEN, nous vous présentons ci-après la synthèse de nos constats et les recommandations qui en découlent :

1.1. Constats relatifs au dispositif des marchés publics

Les principaux constats relevés relatifs au dispositif des marchés publics de la **Société des Pétroles du Sénégal (PETROSEN)** se présentent comme suit :

- **Mise en place de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés**

La Commission des marchés et la Cellule de passation des Marchés pour la conduite des processus de passation des marchés ont été mise en place durant l'exercice budgétaire 2011, conformément aux articles 35 et suivants du Code des Marchés Publics.

- **Plan de Passation des Marchés établi avec des prix en hors taxe hors douane**

PETROSEN a élaboré un Plan de Passation des Marchés en 2011. Le coût des marchés a été estimé en hors taxes et hors douane en violation de l'article 53 du CMP.

Réponse de PETROSEN :

PETROSEN est exonéré de toutes taxes par la loi pétrolière de 1998 concernant tous les marchés exécutés en 2011, ceci étant ne peut énumérer ces marchés en HT.

Commentaire de l'auditeur :

Observation maintenue.

- **Rapport annuel de la cellule de passation des marchés non mis à disposition**

Le rapport annuel que la Cellule passation des marchés doit établir, conformément à l'article 143 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011, ne nous a pas été transmis.

- **Système d'archivage non exhaustif**

L'archivage des dossiers de passation des marchés présente des insuffisances qui résident dans leur dispersion et l'absence de centralisation dans la Cellule de Passation des Marchés. En effet, les documents liés à l'exécution des marchés, tels que les procès-verbaux de réception et les justificatifs des paiements, ne sont pas classés dans les archives de la cellule.

- **Registre des marchés**

La Société des Pétroles du Sénégal ne dispose pas de registre des marchés numéroté et paraphé, en violation de l'article 67-3 du Décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

1.2. Constats d'audit

Dans le cadre de notre mission, nous avons procédé à une analyse de l'environnement et du cadre d'exécution des opérations de passation des marchés pour nous assurer de la capacité des structures mises en place et des hommes qui les animent à prendre en charge, de manière satisfaisante, le processus de passation des

marchés au regard des nouvelles exigences de formalisation, de rigueur, d'équité et de transparence introduites par le code des marchés publics.

1.2.1 Echantillon

La liste des marchés présentée par PETROSEN comprend :

- Deux (02) marchés passés par appels d'offres pour un coût global d'un milliard quatre cent quarante millions huit cent quatre-vingt-dix-sept mille quatre cent soixante-douze Francs CFA (**1 440 897 472 F CFA**) ;
- et quinze (15) DRP pour un coût global de **cent quatre-vingt-douze millions trois cent quatre-vingt-huit mille quatre cent soixante-seize Francs CFA (192 388 476 F CFA)**.

Toutefois, pour nous assurer de l'exhaustivité des marchés présentés par la Société des pétroles du Sénégal, nous avons exploité les courriers échangés avec la DCMP et les états financiers de PETROSEN. En effet, il résulte des recoupements effectués, que plusieurs opérations ayant fait l'objet de demandes d'avis adressées à la DCMP ne figurent pas sur la liste de marchés transmise par la société. Il s'agit des procédures suivantes :

- Assistance technique pour design et dimensionnement Gazoduc élaboration TDR : suivi travaux ;
- Travaux de protection du gazoduc entre Keur Massar et Rufisque ;
- Evaluation des ressources pétrolières du bassin sédimentaire du Sénégal ;
- Tenues travail ;
- Gardiennage.

Cette vérification de l'exhaustivité des informations communiquées par PETROSEN et relatives à la situation des marchés passés au cours de la gestion 2011, par une confrontation avec les données contenues dans les états financiers de la Société nous a permis également d'identifier des commandes directes d'un montant global de cent quatre-vingt et un millions vingt mille trois cent vingt-six Francs CFA (**181 020 326 F CFA**) au cours de l'exercice budgétaire 2011.

Sur cette base, nous avons passé en revue tous les marchés présentés par PETROSEN

Rappel des seuils applicables à la Société des Pétroles du Sénégal en vertu de l'Arrêté n°11 580 du 28 décembre 2007

Type de marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Fournitures	30 000 000	400 000 000	200 000 000	400 000 000
Travaux	50 000 000	500 000 000	400 000 000	800 000 000
Prestations Intellectuelles	30 000 000	200 000 000	200 000 000	350 000 000
Services	30 000 000	200 000 000	200 000 000	350 000 000

1.2.2. Constats relatifs à la passation des marchés
CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES
➤ SUR LES APPELS D'OFFRES

La Société des Pétroles du Sénégal (PETROSEN) a passé 2 marchés par appels d'offres ouverts qui se présentent comme suit :

NUMERO		Type de procédure de passation de marché?	Références du marché (Nom/N°/Date)	Objet du marché	Montant du marché F CFA TTC	Références du titulaire (Nom/adresse complète)
1		AOO	N°T0343/12	REHABILITATION GAZODUC	1 263 190 000	ACT : Felix Eboué Avenue en Face MTOA BP :21 852/ Tél : 33 832 12 77
2	LOT1	AOO	N°F0389/12	CONSTRUCTION RESTAURANT	143 130 808	METALUX : Mermoz Pyrotechnique Tél: 33 860 97 97
	LOT2		N°F0462/12	AMENAGE CAROTHEQUE	34 576 664	EGCA : Km 6, Diack Sao Tél : 76 683 59 90
TOTAL		2			1 440 897 472	

La passation de ces 2 marchés appelle de notre part les commentaires suivants :

- Le marché relatif à la réhabilitation du gazoduc n'est pas mentionné dans l'Avis Général de Passation des Marchés publié dans « LE SOLEIL » du 09 mars 2011, en violation des dispositions de l'article 6 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;

Réponse de PETROSEN :

Le marché du gazoduc ayant été lancé en procédure d'urgence lors des coupures intempestives d'électricité dans le cadre du plan TAKKAL en 2011 au mois de juillet, ne pouvait figurer dans l'AGPM déposé avant le 31 janvier de chaque année.

- La composition de la Commission des Marchés n'est pas conforme : ni le président ni son suppléant n'ont participé à la séance d'ouverture des plis pour l'appel d'offres relatif à la construction du restaurant et de l'aménagement du carothèque;
- L'offre conforme moins disant n'a pas été retenue par la commission des marchés pour les deux appels d'offres;

Réponse de PETROSEN :

C'est parce que ces offres n'ont pas respectées les critères de qualification majeures requises qu'elles n'ont pas été retenues malgré qu'elles soient moins-disants comme en attestent les documents y relatifs joints à notre réponse (Annexe 1)

Commentaire de l'auditeur :

Observation maintenue.

- Les critères de qualification pour l'attribution des marchés n'ont pas été pris en compte par la Commission des Marchés;

Réponse de PETROSEN :

C'est sur la base du non-respect des critères de qualification que les offres moins disants n'ont pas été retenues. Donc, ils ont été bel et bien pris en compte. (cf. réponse précédente).

Commentaire de l'auditeur :

Observation maintenue.

- Des délais anormalement longs ont été notés pour l'approbation du Rapport d'Evaluation des offres (REO), en général plus de 30 jours pour les deux appels d'offres passés;
- Le titulaire du marché relatif à l'aménagement de la carothèque n'a pas fourni la garantie de bonne exécution, en violation de l'article 7.1.1 du CCAP.

➤ Sur les Demandes de Renseignements et de Prix

Les anomalies relevées sont consignées dans le tableau suivant :

LIBELLE	EXERCICE 2011		
	POPULATION CONCERNEE	ANOMALIES	
		NBRE	%
Sur l'inscription des DRP dans le PPM transmis à la DCMP et à l'ARMP	15	5	33
Sur l'inscription des DRP dans l'AGPM? (Bonne pratique)	15	15	100
Sur la publicité spécifique des DRP	15	1	7
Sur la composition de la liste restreinte (au moins 5 candidats invités)	15	3	20
Sur la mention des noms et adresses des candidats présélectionnés	15	15	100
Sur l'archivage des offres	15	2	13
Sur l'obligation de faire coïncider l'ouverture des plis avec la date limite de dépôt des offres	15	10	67
Sur l'attribution du marché à l'offre conforme la moins disant	15	6	40
Sur l'ouverture des offres en séance publique	15	15	100
sur la mention des délais d'exécution des prestations	15	15	100
Sur l'existence d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat	15	8	53
Sur l'utilisation de critères d'évaluation non prévus au dossier	15	6	40
Sur la mention de la date limite de dépôt des offres	15	0	0
Sur la mention de l'objet des prestations	15	0	0
Sur l'obligation d'informer les candidats dont les offres n'ont pas été retenues	15	14	93
Sur l'obligation de conclure un contrat écrit de forme libre	15	7	47

- 33% des DRP (fourniture de cadeaux et de gadgets, consommables informatiques, fourniture de matériels informatiques, fourniture et pose de splits et acquisition fourniture de bureau) passées par PETROSEN ne sont pas inscrites au PPM transmis aux organes de contrôle, en violation des dispositions de l'article 6 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;

❑ Violation des dispositions de l'article 67 du Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics

- L'ouverture des plis ne coïncide pas avec la date limite de dépôt des offres pour 67% des DRP passées en 2011 et les soumissionnaires ne sont pas informés des dates fixées pour les séances d'ouverture des plis ;
- 100% des séances d'ouverture de plis pour les DRP ne sont pas effectuées en séance publique

Réponse de PETROSEN :

L'ouverture des offres en séance publique pour les DRP n'est pas exigée par la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009. Néanmoins, nous tenons à la faire le plus régulièrement possible puisque s'agissant d'une bonne pratique de transparence sur les marchés publics.

❑ Non-respect des dispositions de la circulaire n° 0004 PM/CAD/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix et de l'article 78 du CMP :

- Le nombre de candidats invités pour soumissionner était inférieur à 5 dans 20% des cas ;

Réponse de PETROSEN :

*Pour toutes les DRP au moins 5 candidats ont été invités à soumissionner.
(Voir Annexe 3 des réponses de PETROSEN)*

Commentaire de l'auditeur :

Observation maintenue.

- Sur 100% des DRP passées en 2011 par PETROSEN, les noms et adresses des candidats n'ont pas été mentionnés sur la lettre d'invitation ;
- Les délais d'exécution des prestations n'ont pas été précisés dans les lettres d'invitation envoyées aux candidats pour la totalité des DRP passées en 2011 ;
- Dans 53% des cas, les lettres d'invitation ne sont pas accompagnées d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instructions aux soumissionnaires et d'un projet de contrat, pour les marchés sur DRP ayant atteint les seuils ;
- Il n'y a pas de traces matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues pour 93% des DRP passées en 2011, en violation de

l'article 78-2 du Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;

- Il a été constaté l'absence de publication des résultats sur le site des marchés publics pour la totalité des DRP passées par PETROSEN, en violation des dispositions de l'article 78.3.b du Décret n°2011-1048 du 27Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- L'offre conforme la moins disant n'a pas été retenue par la Commission des Marchés dans 40% des DRP passées en 2011 en violation des dispositions de l'article 78 du Décret n°2011-1048 du 27Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

1.2.3. CONSTATS SUR L'EXECUTION FINANCIERE

Nos travaux sur l'exécution financière révèlent les constats suivants :

- le paiement de l'avance démarrage ACT en toutes taxes comprises et son remboursement en hors taxes qui fait ressortir un écart de 38 538 000 F CFA non restitué.

Réponse de PETROSEN :

Il s'agissait d'une erreur au moment du paiement. Mais il faut savoir qu'à ce stade des décomptes supérieurs à ce montant restent dus à ACT et que dès le prochain règlement, ce montant sera défalqué de sa facture en remboursement de cette avance indue.

- La garantie de bonne exécution fournie par METALUX n'est pas conforme aux modèles prescrits par la législation ;
- Les garanties de remboursement d'avance de démarrage fournies par METALUX et ACT ne sont pas conformes aux modèles prescrits par la législation ;
- PETROSEN a accordé à ACT une avance non cautionnée d'un montant de 627 642 000 F CFA pour l'achat des tubages en violation des dispositions contractuelles, l'article 12.4 du CCAP et des articles 94 et 96 du Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 ;

Réponse de PETROSEN :

L'avance a bien été cautionnée et ce n'est qu'après la commande des tubages que PETROSEN a libéré le paiement. (Voir copie en Annexe 4 des réponses de PETROSEN).

Commentaire de l'auditeur :

Observation maintenue. Nous ne faisons pas allusion à l'avance démarrage mais plutôt à celle accordée à ACT pour l'achat des tubages et non prévue au contrat.

- Les assurances prévues par le marché ne sont pas souscrits ;
- Les clauses relatives aux pénalités de retard ne sont pas appliquées pour les marchés attribués à ACT et METALUX, en violation des dispositions de l'article 134 du Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 ;
- Le paiement systématique d'avance démarrage sur les DRP exécutées durant l'année budgétaire 2011.

1.2.4. CONSTATS SUR LA MATERIALITE DE LA DEPENSE

Afin de vérifier la matérialité des dépenses, nous avons procédé à des inspections physiques sur un échantillon représentant 93% en montant des marchés sous revue. Nos travaux sur l'exécution physique n'appellent aucune remarque de notre part à l'exception :

- du retard de plus de 12 mois constaté dans l'exécution des travaux liés à la construction du restaurant et à la réhabilitation du gazoduc,

Réponse de PETROSEN

Le marché du Gazoduc a été lancé juste avant l'hivernage et les retards notés ont été causés par la pluie. Un avenant a été fait pour prendre en charge cette préoccupation.

- et de l'absence d'une comptabilité matière au sein de la Société des Pétroles du Sénégal.

Réponse de PETROSEN :

« La comptabilité matière de PETROSEN est traduite dans le tableau de suivi des immobilisations qui vous a été remis. »

Commentaire de l'auditeur :

Observation maintenue.

Le détail sur l'audit physique est consigné dans un tableau au point 6.3 du présent rapport.

1.3. Recommandations relatives à l'audit des marchés

1.3.1. Marchés sur appel d'offres

Nous recommandons, pour les appels d'offres de :

- Veiller à inscrire tous les projets de marchés dans l'AGPM conformément à l'article 6 du Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011;
- Veiller au respect strict de la composition de la Commission des Marchés et des modalités de son fonctionnement ;
- Veiller au respect des principes d'équité, de transparence et d'économie préconisés par le Code des Obligations de l'Administration (COA) en son article 24 et le Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011, dans la conduite des marchés publics;
- Veiller au respect des délais impartis pour l'évaluation des offres par la Commission des Marchés conformément aux dispositions de l'article 70 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011;
- Veiller à l'application rigoureuse des critères de qualification contenus dans le DAO pour l'évaluation des offres ;
- Procéder à la publication des avis d'attribution définitive conformément à l'article 85 du Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- Veiller à la production par le titulaire du marché d'une garantie de bonne exécution conformément à l'article 114 du décret portant Code des Marchés Publics ;
- Veiller au respect de la domiciliation bancaire pour les paiements liés aux marchés ;
- Veiller à l'application rigoureuse des clauses relatives aux pénalités de retard conformément aux dispositions de l'article 133 du Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 ;
- Veiller à l'archivage complet des dossiers liés à la passation et à l'exécution des marchés conformément au manuel d'archivage de l'ARMP.

1.3.2. Marchés sur DRP

Nous recommandons l'application rigoureuse des dispositions du Décret n° 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix, notamment sur les points ci-dessous indiqués :

- Les prescriptions techniques
- Les critères de qualification
- Le formulaire de soumission et le modèle d’instruction aux soumissionnaires
- Les lettres matérialisant l’information des candidats dont les offres n’ont pas été retenues
- La publication de l’attribution du marché sur le site des marchés publics
- La signature des procès-verbaux par l’ensemble des membres de la Commission des marchés
- Le respect des dates indiquées pour le dépôt des offres et l’ouverture des plis ;
- La mention dans le cadre des marchés conclus hors taxes, des références des textes législatifs ou réglementaires et des conventions prévoyant ces exonérations conformément à l’article 15.2 du CMP ;
- L’insertion dans les contrats d’une clause relative aux pénalités de retard conformément à l’article 133 du CMP ;
- Le cautionnement à 100% de l’avance démarrage qui ne doit pas dépasser 20% du montant du marché, conformément aux dispositions de l’article 96 du CMP ;
- L’archivage complet au niveau de la Cellule de Passation des Marchés, des dossiers liés à la procédure et à l’exécution des marchés conformément au manuel d’archivage de l’ARMP.

II. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1. Contexte de la mission

L’article 2 du Décret n°2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l’Autorité de Régulation des Marchés publics dispose en son alinéa 8 « l’ARMP est chargée de faire réaliser des audits techniques et/ou financiers en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d’exécution et de contrôle des marchés et conventions. Dans ce cadre, l’ARMP commande, à la fin de chaque exercice budgétaire, un audit indépendant sur un échantillon aléatoire de marchés et conventions, transmet aux autorités compétentes les cas de violations constatées de dispositions réglementaires et établit des rapports périodiques sur l’exécution des marchés et conventions sur la base des enquêtes et audits réalisés dont elle assure la publication et qu’elle transmet également aux autorités ».

C’est en application des dispositions précitées que l’ARMP entreprend cette année, comme elle l’a fait pour les années précédentes, une campagne de revue

indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de l'exercice 2011.

2.1. Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe II, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés publics. La mission vise les objectifs spécifiques suivants :

- se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;
- vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés publics ;
- fournir autant que faire se peut, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- identifier les cas de non-conformité des procédures par rapport aux dispositions du Code des Marchés publics, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins-disants, de fractionnement de marchés, de non-respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, des éléments constitutifs des cahiers des charges, des seuils fixés pour les avenants, des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, il s'agira de porter un jugement sur l'acceptabilité de telles situations au regard des dispositions du CMP ;
- procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP, le consultant examinera en outre le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions auxquelles elles ont donné lieu, de même que la pertinence desdites décisions ;
- pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette structure ;

- dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport aux niveaux d'exécution ;
- examiner les conditions d'attribution des marchés par entente directe en évaluant leur fréquence et leur conformité eu égard aux exigences réglementaires ; la compétitivité et le caractère raisonnable ou non des prix proposés dans les marchés par entente directe seront passés en revue ;
- examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, formuler, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions des marchés (CM), des cellules de passation des marchés (CPM) et des différents organes de contrôle interne ;
- examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque mondiale ;
- évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- formuler des recommandations pour le futur.

En ce qui concerne l'exécution des marchés, les prestations du Consultant devront porter sur :

- le contrôle de la qualité des contrats attribués en analysant les évolutions et modifications qualitatives et quantitatives de l'étendue de chaque contrat sur la base de la soumission et du marché initialement signé ;
- le contrôle de la situation des réceptions/livraisons pour vérifier le respect des dates et des quantités livrées / réceptionnées ; tout écart sera relevé et la manière dont il a été traité au niveau de l'autorité contractante sera examinée ;
- le contrôle des délais prescrits aux différentes étapes de l'exécution des marchés et du paiement des avances et des factures, en cohérence notamment avec les spécifications du marché et le référentiel des délais d'exécution de la dépense publique ;
- l'état des marchés qui connaissent des difficultés d'exécution ;
- l'analyse des causes et conséquences des difficultés rencontrées.

Au plan du contrôle de la matérialité de l'exécution des marchés, des inspections physiques in situ devront être effectuées sur 25% des marchés en cours ou déjà

exécutés par l'AC pour l'exercice concerné par la revue (en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique) auxquels s'ajouteront les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe. Le contrôle physique portera pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants. Il s'agira de :

- vérifier la matérialité des dépenses effectuées ;
- faire un diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- s'assurer de la cohérence entre les biens livrés inspectés et les documents contractuels (le contrat et les pièces justificatives ayant servi au paiement) et donner un avis sur la conformité et la qualité ;
- s'assurer de la justification technique et financière des avenants et ordres de services signés ;
- vérifier l'existence d'une comptabilisation des biens au niveau de l'autorité contractante.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises pourraient porter sur :

- la conformité physique des travaux avec les PV de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages...

III. SELECTION DES MARCHES A AUDITER

Sur la base de la liste des marchés fournie par les Autorités contractantes du Groupe II dont la constitution est établie en annexe 1, après vérification de l'exhaustivité de chaque liste, nous allons procéder à l'échantillonnage des marchés conformément aux modalités arrêtées dans les TDR ; la liste des marchés à auditer devra inclure :

- ✓ au moins 15% des marchés dont les montants ont atteint les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe) ;
- ✓ au moins 25% des marchés dont les montants sont compris entre les seuils de contrôle de la DCMP et les seuils de passation de marchés (en excluant les marchés par entente directe) ;
- ✓ au moins 25% des demandes de renseignements et de prix ;
- ✓ 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont le nombre est inférieur à 10, la revue doit concerner l'ensemble des marchés passés.

Nous nous assurerons que les échantillons sont représentatifs des différents modes de passation des marchés, mais aussi des différentes catégories de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

La sélection sera effectuée sur la base d'un progiciel de tri aléatoire sans remise.

IV. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES

4.1. Etapes de la mission

La mission de revue se décline à travers les différentes étapes ci-après :

1. collecte de l'information au niveau de l'autorité contractante suite à une prise de contact ;
2. revue de l'organisation institutionnelle de chaque autorité contractante ;
3. échantillonnage des marchés à auditer ;
4. comparaison des données collectées auprès des structures avec celles des documents comptables (comptabilité administrative des administrateurs de crédits, SIGFIP, et autres documents selon la personnalité juridique de l'entité) et ajustement de nos sélections s'il existe des marchés non reportés sur la liste et exécutés par le processus requis ;
5. revue approfondie des marchés et contrôle qualité ;
6. élaboration préalable d'une note d'orientation ;
7. élaboration des rapports provisoires individuels et d'un rapport de synthèse ;
8. exploitation des réponses et observations venant des autorités contractantes ;
9. élaboration des rapports définitifs individuels et de synthèse.

4.2. Activités préalables au démarrage de la mission

Afin de garantir l'efficacité de la mission et la fiabilité des résultats, les tâches préparatoires suivantes ont été mises en œuvre.

4.2.1. La Préparation de la mission

Dans la perspective de garantir le démarrage de la mission dans des conditions optimales, l'ARMP a envoyé aux autorités contractantes et à la Direction générale des Finances, les correspondances suivantes :

- ✓ Une lettre d'information (n°001928 ARMP/DG/DAF du 06 décembre 2012) adressée aux Autorités contractantes pour les sensibiliser sur les objectifs et spécificités de la mission et les inviter à prendre les dispositions utiles pour rendre accessibles aux auditeurs tous les documents relatifs aux marchés visés (publicité préalable, dossiers de consultation, lettres de saisine, couverture budgétaire, offres des soumissionnaires, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, publication des attributions, contrats signés avec les titulaires des marchés, bordereaux de livraisons, justificatifs des paiements, cautions et enregistrements, attestation de bonne exécution...). Par ce courrier, il était également requis des AC la mise à disposition en un lieu unique, en l'occurrence la CPM, de toutes les informations requises, ainsi que la disponibilité au cours de la période de revue, des interlocuteurs intervenant dans les marchés.
- ✓ Une lettre (n°001929 ARMP/DG/DAF du 07 décembre 2012) adressée à la Direction générale des Finances pour une mise à disposition des données du SIGFIP, notamment les engagements marchés et les engagements hors marchés, afin de faciliter les recoupements afférents à l'exhaustivité des commandes effectuées par les entités de l'Etat. Ces informations du SIGFIP ont été reçues par le cabinet mais sous un format trop agrégé pour permettre des contrôles d'exhaustivité ; à ce propos des requêtes complémentaires seront initiées aux fins de la mise à disposition de données additionnelles ;
- ✓ Un courrier d'introduction auprès des autorités contractantes (n°000028 ARMP/DG/DAF du 07 janvier 2013) pour confirmer le démarrage de la mission.

De son côté, le Cabinet a pris l'initiative, suite à la réunion d'information organisée par l'ARMP, de prendre contact avec toutes les structures à auditer, à qui une liste des documents à préparer a été soumise. Les documents suivants ont été requis, en fonction du statut de chaque autorité contractante:

- la liste complète de tous les marchés initiés en 2011 par mode de passation et par type de marchés ;
- l'avis général de passation des marchés au titre de l'exercice 2011;

- le budget de la gestion 2011 ;
- l'état d'exécution budgétaire de la gestion 2011 ;
- le plan de passation des marchés 2011 ;
- l'organigramme de la structure ;
- le manuel de procédures, le cas échéant ;
- les états financiers selon le type d'AC ;
- les extraits détaillés du compte de gestion, le cas échéant ;
- les balances (générale et auxiliaire fournisseur et immobilisation) selon le type d'AC ;
- les textes désignant les membres des commissions et de la CPM ainsi que ceux portant organisation de l'AC ;
- les rapports d'audit, le cas échéant.

4.2.2. Mise en place d'une équipe de coordination et d'appui au siège

Notre expérience de ce type de mission montre qu'il est d'une importance capitale de mettre en place une équipe au Siège. L'équipe d'appui du Siège sera composée d'un noyau centré autour du Cabinet et composé d'experts dotés d'une expérience significative en passation de marchés. Le recours à une expertise ponctuelle est également envisagé en cas de besoin.

Le support des équipes d'experts se concentrera sur quatre domaines clefs que nous avons identifiés comme étant cruciaux, et de nature à garantir la réussite la mission.

L'équipe d'appui du siège sera placée sous la responsabilité d'un spécialiste avéré en passation de marché et rompu aux missions d'audits techniques et de revue de procédures de passation de marchés.

Elle comprendra également un expert financier, un expert informaticien, un expert qualité ainsi qu'une assistante de direction. Cette équipe aura pour tâche essentielle d'aider le chef de mission dans sa fonction de pilotage et de coordination des activités, notamment dans le traitement des données collectées sur le terrain et dans la constitution des échantillons de marchés à cibler dans les différentes phases de la mission.

Il reste entendu que les membres de l'équipe d'appui peuvent être appelés à descendre sur le terrain pour prêter mains fortes aux experts et les aider à résoudre des problèmes ponctuels ou à faire face à une charge de travail exceptionnellement importante.

Le coordonnateur de l'équipe d'appui du siège aura un rôle central dans la revue qualité des rapports conformément aux procédures en vigueur.

4.3. Revue des procédures de passation des marchés

Dans le cadre de la planification de la mission, nous avons pris connaissance de l'ensemble des actes législatifs et réglementaires et normatifs qui régissent le secteur des marchés publics au Sénégal. Nous avons pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et avons établi, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre.

En début de mission, nous avons pris contact avec les AC et un courrier leur a été envoyé avec comme requête de nous communiquer les informations pertinentes pour la mission.

Nous avons sélectionné et validé un échantillon représentatif par type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon sera composé conformément aux modalités décrites dans les termes de référence (TDR) et aux normes et pratiques en vigueur en matière d'audit. Le processus d'échantillonnage est d'essence aléatoire.

Pour chacune des catégories de marchés, nous avons veillé à une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux). Cependant ce réajustement n'a pas été possible pour certaines structures qui, compte tenu de leurs spécificités, ne passent qu'une catégorie bien déterminée de marchés (prestations intellectuelles ou fournitures par exemple).

Au niveau de chaque autorité contractante, nous allons nous assurer de la mise en place conforme des organes en charge des marchés, et par la suite évaluer leur efficacité.

De plus, nous allons mener des tests sur chaque échantillon de contrats sélectionnés. Ces tests nous permettent de nous assurer de la traçabilité des contrats, de l'expression du besoin jusqu'au paiement. Ils nous permettront d'identifier et de statuer sur l'efficacité et la transparence des procédures appliquées par les autorités contractantes et leur conformité avec le CMP.

Les tests qui sont mis en œuvre pour la revue des procédures de passation des marchés comprennent outre l'analyse institutionnelle et organisationnelle, une vérification des éléments suivants:

- ✓ procédure de budgétisation/couverture budgétaire ;
- ✓ publicité préalable ;
- ✓ adéquation du mode de passation de marché avec l'enveloppe budgétaire et la nature de la commande (travaux, fournitures ou services) ;
- ✓ rapports d'évaluation des offres ;
- ✓ traitement des plaintes ;

- ✓ respect des obligations contractuelles (exécution par le titulaire du marché et paiement par l'autorité contractante) ;
- ✓ conformité à certaines dispositions particulières du CMP telles que l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement des candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc.

Pour chaque marché ou DRP, une fiche (check-list) a été méticuleusement renseignée. L'ensemble des fiches ont servi de base à une analyse des tendances ainsi qu'à la déduction de statistiques pertinentes pour fonder une opinion sur la gestion d'un ou de plusieurs types de marchés ainsi que sur les performances de chaque autorité contractante.

4.4. Audit de l'exécution physique des marchés

Conformément aux termes de référence (TDR), nous allons procéder à un échantillonnage de marchés devant faire l'objet de contrôle physique (vérification de la matérialité). Cet échantillonnage exclut logiquement les marchés de nettoyage de locaux, de désherbage, de reprofilage léger de routes, etc, objet de prestations à durabilité éphémère. Les vérifications seront faites sur la base des procès-verbaux de réception, des documents de comptabilité des matières, et des visites de terrains.

L'objectif global de cette étape de la mission est de permettre à l'ARMP de se former une opinion sur la conformité de l'exécution technique au sens large, d'un échantillon de projets d'infrastructures.

L'audit technique est articulé sur les points suivants :

- ✓ conformité technique et qualité des prestations exécutées ;
- ✓ revue de la conduite générale des projets ;
- ✓ vérification de la conformité des dépenses effectuées.

Il débouche sur la formulation de recommandations relatives aux points suivants :

- i) mesures correctives permettant d'éviter que les éventuelles anomalies observées n'aient un impact sur la qualité du projet et sa durabilité dans les horizons prévus ;
- ii) principaux enseignements généraux de cet audit pour des actions futures.

4.5. Contrôle de la qualité de la revue

Le contrôle de qualité qui relève d'une exigence interne du Cabinet a pour objet de s'assurer que l'équipe a réalisé la mission dans le respect des normes internationales et des exigences des termes de référence de la mission.

De plus, au cours de l'audit des procédures de passation comme lors des vérifications relatives à l'exécution physique, l'expérience pratique de nos experts sera mise à profit pour détecter tous les indices de fraudes et de corruption qui peuvent donner lieu, en fonction de leur gravité, soit à un examen approfondi dans le cadre de la présente mission, soit à une proposition d'ouverture d'enquête au niveau de l'ARMP.

4.6. Synthèse des constats et appréciation des tendances générales

Pour chaque structure auditée, les constats sont systématiquement relevés et classés en fonction de leur fréquence d'occurrence. Sur cette base, nous allons proposer des mesures appropriées et dont la faisabilité est établie, pour l'éradication des dysfonctionnements notés avec une claire définition des modalités de mise en œuvre. Suite à cette revue, nous allons établir des statistiques sur les marchés en procédant, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP...).

Cet exercice sera facilité par le recours à un outil informatique que nous avons conçu pour les besoins de la mission.

En effet, la bonne exécution de la mission requiert la mise en place d'un support informatique qui sera utile tant pour les aspects liés à la passation des marchés que pour la partie technique. En effet, les annexes 2 à 8 de la demande de propositions permettent en l'état une analyse qualitative qui ne serait pertinente que si elle est précédée d'un recueil de données quantitatives. Pour ce faire, les annexes 2 à 8 sont transformées en questionnaires joints en annexe 3 du présent rapport. Les données ainsi recueillies permettent d'établir des statistiques sur les marchés (Cf. points 11-d des TDR) mais de manière générale sur tous les aspects liés à la passation des marchés et à leur exécution.

Les auditeurs disposent d'un « masque de saisie » qui leur permet d'enregistrer toutes les données relatives à la passation et à l'exécution des marchés. ;

Dans un deuxième temps, toutes les données sont centralisées dans un fichier unique sur lequel sont effectués les traitements (compilations statistiques, contrôle, calculs de délais, vérification de la cohérence des données, etc.).

Cet outil informatique présente des avantages significatifs pour la conduite des travaux d'audit des marchés, parmi lesquels on peut noter :

- ❑ la structuration préalable des champs (i.e. les « zones de saisie ») prévus pour la captation des données traitées et leur cohérence permet d'éviter des traitements inutiles et/ou des interprétations différenciées selon la perception de chaque auditeur
- ❑ l'exhaustivité des données à saisir, du fait qu'elles sont pré identifiées, facilite leur collecte puis leur saisie par les auditeurs ;
- ❑ enfin, le logiciel utilisé facilite l'élaboration des constats, à travers la production de tableaux de synthèse qui mettent en évidence les résultats sous forme thématique et transversale ; sous cet angle, il présente les atouts suivants :
 - une aide à la décision/expression de l'opinion ;
 - une standardisation de la présentation des résultats ;
 - une production automatisée de statistiques.

Cependant, la procédure informatique présente une limite pour les autorités contractantes qui ne passent pas un nombre important de marchés. Elle n'en demeure pas moins incontournable pour des conclusions rigoureuses et pertinentes.

4.7. Revue des marchés litigieux et des marchés par entente directe

Un Spécialiste en passation de marchés en régulation passe en revue les dossiers relatifs aux litiges concernant des marchés passés par les AC du groupe II au cours de la période sous revue.

Après une analyse statistique des décisions (fréquence des AC impliquées, typologie des marchés litigieux, pourcentage des requérants déboutés, etc.), nous procéderons, conformément aux exigences des TDR, à la revue des conditions de traitement des litiges en termes de délais et de respect des procédures mais également à une analyse de la pertinence des décisions.

4.8. Restitution des rapports

A la fin de l'audit, nous tenons une réunion de clôture entre l'équipe d'audit et les responsables de chacune des autorités contractantes. Le but de la réunion est de revoir les constatations de l'audit. Chaque autorité contractante fait l'objet d'un rapport distinct. Nos rapports sont présentés en deux étapes:

- ✓ rapport provisoire ;
- ✓ rapport final.

V. ANALYSE DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

5.1. Le cadre institutionnel et réglementaire

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- Directive n°4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Directive n°5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Loi organique n°2007-29 du 10 Décembre 2007 modifiant la loi organique 2001-09 du 15 Octobre 2001 relative aux lois de Finances ;
- Loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Loi n° 2003-101 du 13 Mars 2003 portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- Loi n°90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- Loi n°96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;

- Loi n°99-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- Décret n°2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret n°81-844 du 20 Aout 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- Décret n°2005-576 du 22 Juin 2005 portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007 portant Code des marchés publics, modifié par le décret 2010-1188 du 13 Septembre 2010, lui-même modifié par le décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 ;
- Décret n°2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
- Décret n° 2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Arrêté n°11580/ PM/ du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- Arrêté 11583/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté n°11584/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté n°11585 /MEF/ du 25 Décembre 2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- Arrêté n°11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- Arrêté n°11587 /MEF du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 45-e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics ;
- Arrêté n° 11588/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;

- Circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du CMP ;
- Décision n°0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

5.2. Les organes chargés de la passation des marchés

La passation des marchés publics relève d'un processus d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier. Aussi, le Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007 a-t-il prévu au niveau de chaque AC, la mise en place d'une Cellule de Passation des Marchés et d'une Commission des Marchés, structures encadrées respectivement par les articles 35 et 36 du Code des Marchés Publics.

5.2.1. La Cellule de Passation des Marchés (CPM)

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés. Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté n°11586/MEF du 28 Décembre 2007. Elles portent en particulier sur :

- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'établissement, en début d'année du Plan de Passation des Marchés ;
- la tenue du secrétariat de la Commission des Marchés
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

5.2.2. La Commission des Marchés

L'arrêté n°11588/MEF/du 28 Décembre 2007 détermine la composition des commissions des marchés, et fixe le nombre de leurs membres. La commission des marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B.

5.3. Les organes de contrôle et de régulation

Le Décret n°2007-545 /MEF du 25 Avril 2007 portant Code des Marchés Publics distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation et les répartit entre deux entités qui constituent les piliers du système.

5.3.1. La Direction centrale des Marchés publics (DCMP)

Le contrôle à priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007.

5.3.2. L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du Décret n°2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de règlement des différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

5.4. Modifications apportées par le Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics

Le processus de réforme des textes relatifs à la commande publique répond aux soucis d'équité, de transparence, d'économie et d'efficacité dans la gestion des deniers publics. Ainsi, tous les acteurs de la commande publique sont chacun à son niveau, concernés par les réformes dans le secteur des Marchés Publics. Il est important de souligner que ces réformes interviennent suite à un diagnostic approfondi des procédures de passation des marchés par le moyen d'une revue analytique du système effectué depuis 2003.

Ces réformes entrées en vigueur en janvier 2008, se sont traduites par la signature du Décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics abrogeant celui de 2002.

Confronté à la réalité du terrain, ledit décret a subi plusieurs modifications en vue de son adaptation au contexte de sa mise en œuvre. En définitive, du fait des

insuffisances révélées dans la pratique, il a été abrogé et remplacé par le Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des Marchés publics qui reprend pratiquement le 2007-545 du 25 avril 2007 avec certaines modifications qui portent principalement sur :

- ✓ Le champ d'application ;
- ✓ Les dérogations ;
- ✓ Les exclusions ;
- ✓ Les opérations préalables ;
- ✓ Les modes de passation et/ou les contrôles ;
- ✓ Les procédures avec consultation restreinte ;
- ✓ Les DRP ;
- ✓ La procédure d'entente directe ;
- ✓ La Possibilité d'une contractualisation pluriannuelle qui est désormais élargie à tous les marchés d'entretien.

Les modifications ont en outre porté sur le processus d'immatriculation des marchés clairement dévolu à la DCMP, ainsi que sur l'interdiction de cumul des fonctions d'autorité signataire et de celles d'autorité approbatrice.

Le CMP a enfin défini de manière exhaustive les conditions de participation aux appels d'offres des entreprises publiques et posé pour les soumissionnaires l'obligation de s'acquitter de la redevance de régulation des marchés publics.

VI. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

6.1. *Audit de la passation des marchés*

Les points suivants présentent les principales anomalies observées durant la revue :

➤ **Sur les Marchés par appels d'offres**

La Société des Pétroles du Sénégal (PETROSEN) a passé deux (02) marchés par appels d'offres ouverts qui se présentent comme suit :

NUMERO	Type de procédure de passation de marché?	Références du marché (Nom/N°/Date)	Objet du marché	Montant du marché F CFA TTC	Références du titulaire (Nom/adresse complète)
1	AOO	N°T0343/12	REHABILITATION GAZODUC	1 263 190 000	ACT : Felix Eboué Avenue en Face

						MTOA BP :21 852/ Tél : 33 832 12 77
2	LOT1	AOO	N°F0389/12	CONSTRUCTION RESTAURANT	143 130 808	METALUX : Mermoz Pyrotechnique Tél: 33 860 97 97
	LOT2		N°F0462/12	AMENAGE CAROTHEQUE	34 576 664	EGCA : Km 6, Diack Sao Tél : 76 683 59 90
TOTAL		2			1 440 897 472	

AO : 001/PETROSEN/2011
Lot1 : CONSTRUCTION RESTAURANT PETROSEN
LOT2 : AMENAGEMENT CAROTHEQUEPETROSEN

Description	Marchés
Date avis AO	28/10/2011
Date de dépôt des offres	28/11/2011
Attributaire	Lot1 : METALUX Lot2 : EGCA
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	
Montant du marché	Lot1 : 143 130 808 F CFA TTC Lot2 : 34 576 664 F CFA TTC
Date de réception	Travaux en cours

LOT1 :

Soumissionnaire	Adresse	Montant en F CFA TTC	
		Lot 1	Lot 2
DELTA	9, Liberté 6 Extension Tél : 33 867 23 76	104 417 326	29 790 312
METALUX	Mermoz Pyrotechnique Tél: 33 860 97 97	143 130 808	41 258 517
Pyramide	22, Avenue A. Sarrault Tél : 77 534 30 97	134 896 464	21 561 122
EKSBS	Thiaroye/Mer Tél : 33 834 20 10	117 938 251	45 277 400
SARRE-CONS	Liberté VI Tél : 33 867 97 97	168 488 776	78 758 285
EGCA	Km 6, Diack Sao Tél : 76 683 59 90	-	34 576 664

Non conformités constatées

- ✓ Le président de la CM et son suppléant nommés conformément à la réglementation n'ont pas siégé lors de la séance d'ouverture des plis ;
 - Lot 1 :
- ✓ Le candidat DELTA moins disant a reconnu s'être trompé sur les spécifications du monte-charge après avoir été saisi par la commission des marchés pour apporter des compléments d'information (il a proposé un monte-charge pour trois personnes et le CCAP en exigé six). Les candidats EKSBS et PYRAMIDE respectivement 2ème et 3ème moins disants ont été éliminés pour défaut de pièces administratives. Cependant, l'attributaire du marché METALUX ne satisfait pas aux critères de qualification :
- ✓ Au titre de l'expérience spécifique d'au moins 2 marchés de travaux similaires, METALUX a présenté deux références ; l'extension des locaux d'AUTOLAND Sénégal attribué en mars 2010 et achevé en juin 2010, ce qui relève d'un paradoxe puisque l'entreprise n'existait pas en ce moment ; la deuxième référence porte sur le marché relatif à la réhabilitation du siège de la banque UBA, attribué en février 2011 achevé en mars 2011 ;
- ✓ METALUX n'a pas pu fournir les éléments relatifs au chiffre d'affaires des trois dernières années puisque sa création remonte seulement au 8 novembre 2010.

En outre, l'analyse des pièces administratives (copies IPRES et QUITUS FISCAL non certifiées conformes) fournies par METALUX révèle des incohérences :

- La référence du NINEA mentionnée sur la copie non certifiée de l'attestation de l'IPRES n'est pas conforme à l'avis d'immatriculation de la société ;
- La domiciliation et le NINEA référencés dans le quitus fiscal produit par METALUX ne sont pas conformes à l'avis d'immatriculation de la société. Le numéro de compte et la date de validité ne sont pas renseignés. Les visas du chef de bureau du recouvrement et de l'inspecteur des Impôts ne sont pas conformes, les dates respectives ne sont pas indiquées.

La Commission des Marchés n'a pas pris en compte les

critères de qualification pour l'attribution du marché à METALUX ;

- ✓ La garantie de restitution d'avance n° 12/764/CAD_B délivrée par UBA n'est pas conforme. Elle est datée du 05 avril 2012 et fait référence à l'agrément n° K0153 du 17 janvier 2009 du Ministère de l'Economie et des Finances et couvre le montant hors taxes alors PETROSEN a décaissé le montant en toutes taxes comprises;
- ✓ La garantie de bonne exécution n° 12/764/CBE-B délivrée par UBA n'est pas conforme. Elle est datée du 05 avril 2012 et fait référence à l'agrément n° K0153 du 17 janvier 2009 du Ministère de l'Economie et des Finances;
- ✓ Les assurances responsabilité civile, risques causés à des tiers, tous risques chantiers et la responsabilité décennale dommage à l'ouvrage n'ont pas été fournies en violation des articles 7.3.1, 7.3.2, 7.3.4 et 7.3.5 du CCAP
- ✓ Un retard dans l'exécution des travaux de plus de 7 mois a été noté et aucune pénalité pour retard n'a été appliquée en violation des dispositions des articles 21.1 et 21.4 du CCAP et 134 du CMP ;
 - LOT2 :
- ✓ La Commission des Marchés a éliminé le candidat DELTA moins disant qualifié en jugeant son offre financière (29 790 312 F CFA TTC) anormalement basse et attribué le marché au soumissionnaire EGCA pour un montant de 34 576 664 F CFA TTC ce motif est manifestement irrecevable puisque la différence entre l'offre jugée anormalement basse et celle retenue se chiffre à seulement 4 786 354 FCFA.
- ✓ L'attributaire du marché EGCA n'a pas d'existence juridique. L'attributaire du marché n'a pas rempli les critères de qualification relatifs au personnel (aucun cv n'a été présenté), au chiffre d'affaires et à l'expérience en travaux similaires ;
- ✓ Le document d'enregistrement, d'inscription ou de constitution de EGCA n'a pas été joint au formulaire de renseignement sur le candidat en violation de la clause 4.1 des IC ;
- ✓ L'attribution définitive du marché n'a pas fait l'objet de publication en violation des dispositions de l'article 85 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011;

Réponse PETROSEN	de	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La garantie de bonne exécution n'a pas été fournie par l'attributaire du marché en violation de l'article 7.1.1 du CCAP ; ✓ Le contrat signé n'est pas conforme au modèle annexé dans le DAO, le CCAP ne comprend pas les articles 12.5 et suivants ; ✓ L'enregistrement du contrat n'est pas conforme. Le chef de bureau n'a pas apposé sa signature ; ✓ L'archivage des documents liés à la procédure n'est pas adéquat. La cellule ne conserve pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, moyens de paiement etc.).
		<ul style="list-style-type: none"> - Nous souhaiterions savoir très précisément les critères auxquels vous faites référence car selon nous METALUX a bien rempli les critères de qualification requis par le cahier des charges. - METALUX existait bel et bien en 2010 mais n'a réalisé sa mutation juridique qu'en 2011. - La société de Arona DIAGNE existe depuis longtemps, cependant, elle n'a pris le nom de EGCA qu'en 2011.
Appréciation de l'auditeur	de	Observations maintenues.

AO : 002/PETROSEN/2011
TRAVAUX DE REHABILITATION DU GAZODUC 6 POUCES ENTRE KABOR ET CAP DES BICHES

Description	Marchés
Date AAO	04/11/2011
Date de dépôt des offres	05/12/2011
Notification attribution provisoire	19/01/2012
Attributaire	ACT Av. Félix Eboué, BP
Date du contrat	09/03/2012
Date de l'ordre de service	
Montant du marché	1 263 190 000FCFA TTC
Montant estimé du marché	807 000 000 HTVA
Durée des travaux	5 mois ferme
Date de réception	Travaux en cours

Soumissionnaire	Adresse	Montant
OPS - TREBISA	32 Rue Jules Ferry Tél : 33 825 41 72	679 747 687 FCFA TTC
THIAROYE TRAVAUX INDUSTRIE (TTI)	Rocade Fann Bel Air – lot n°E BP 34 184 Tél: 33 832 98 37	1 393 219 994 FCFA TTC
LES ATELIERS DU SAHEL (LAS)	Route des hydrocarbures BP : 2929 Dakar Tél : 33 832 06 61	2 584 474 120 FCFA TTC
AFRICAINNE DE CHAUDRONNERIE ET DE TUYAUTERIE	Felix Eboué Avenue en Face MTOA BP :21 852/ Tél : 33 832 12 77	1 263 190 000 FCFA TTC
Construction Métallique Africaine (CMA)	Km 4,5, BCCD Rue 7 Dakar Tél : 33 832 69 86	1 119 501 000 FCFA TTC

✓ Non conformités constatées

- ✓ Le marché n'est pas mentionné dans l'Avis Général de Passation des Marchés publié par PETROSEN dans « LE SOLEIL » du 09 mars 2011 en violation des dispositions de l'article 6 du CMP ;
- ✓ La Commission des Marchés a déclaré l'offre du groupement OPS – TREBISA (moins disant pour un montant de 547 254 494 F CFA après rabais) non conforme pour n'avoir pas précisé le revêtement et le grade des tubages, notamment, tubages API 6" 5L grade, 3LPE. Cependant, l'analyse de sa proposition montre qu'elle est conforme aux critères de qualification et aux spécifications techniques des tubages. Le groupement OPS – TREBISA a proposé dans son offre technique des tubages API 6" 5L, 152,4 mm de diamètre, épaisseur (7,9mm) avec une pression maximale de 207 Bars alors que le CCTP exige une pression maximale de 150 Bars ;
- ✓ L'attributaire du marché (ACT) ne remplit pas les critères de qualification sur le chiffre d'affaires, sur les travaux similaires, sur le matériel et sur le personnel ;
- ✓ L'offre de ACT prévoit un délai d'exécution de 40 semaines soit 10 mois en violation des dispositions de l'article 20.1.1 du CCAP qui prévoient une durée d'exécution de 5 mois fermes ;
- ✓ L'offre financière de ACT attributaire du marché est de 1 263 190 000 F CFA alors que le montant estimé du marché est de 952 260 000 F CFA, aucun titre attestant de l'existence des crédits ne nous a été transmis ;
- ✓ La DCMP a pris acte de l'élimination du groupement OPS-TREBISA et a donné un avis favorable pour l'attribution du marché à ACT sans relever les insuffisances de son offre ;
- ✓ L'attribution définitive du marché n'a pas fait l'objet de publication en violation des dispositions de l'article 85 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011;
- ✓ PETROSEN a libéré l'avance démarrage pour un montant de **252 638 000 F CFA TTC** alors que la garantie fournie par ACT ne couvre que le montant Hors taxes en violation des dispositions de l'article 96 du CMP ;
- ✓ PETROSEN a accordé au titulaire du marché une avance non cautionnée d'un montant de 627 642 000 F CFA pour l'achat des tubages en violation des dispositions contractuelles (l'article 12.4 des CCAP n'a pas prévu d'acomptes sur

approvisionnement) et de l'article 94 du CMP. La facture décompte mentionne le remboursement intégrale de l'avance démarrage pour un montant Hors Taxes alors que PETROSEN avait décaissé un montant TTC soit un écart de 38 538 000 F CFA non restitué;

- ✓ Nous n'avons aucune assurance que c'est bien le compte mentionné dans la domiciliation bancaire prévue au contrat qui a été crédité pour le paiement du 1^{er} décompte d'un montant de 627 642 000 F CFA. En effet, l'avis de débit de la banque ne nous a pas été transmis malgré plusieurs requêtes ;
- ✓ Un retard de plus de 6 mois dans l'exécution des travaux a été noté et aucune pénalité pour retard n'a été appliquée en violation des dispositions des articles 21.1 et 21.4 du CCAP et de l'article 134 du CMP ;
- ✓ L'archivage des documents liés à la procédure n'est pas conforme. La cellule ne conserve pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, moyens de paiement etc.).

Réponse de PETROSEN

- *C'est parce que l'offre de TREBISA n'a pas respectée les critères de qualification majeures requises notamment par rapport aux exigences en matière de revêtement de tubage, qu'elle n'a pas été retenue malgré qu'elle soit moins disant comme en attestent les documents y relatifs joints à notre réponse (Annexe 1)*
- *La technicité de l'ouvrage ne pouvait respecter cette disposition en matière de délais.*
- *La réalisation du Gazoduc est prévue dans le budget 2011 de Petrosen pour un montant de F CFA 1 330 716 397. Voir annexe 7 réponses de Petrosen).*
- *Ceci a été une erreur et sera rattrapé sur les paiements à venir.*
- *L'avance a bien été cautionnée et ce n'est qu'après la commande des tubages que PETROSEN a libéré le paiement. (Voir annexe 4).*
- *Concernant l'écart il sera rattrapé au prochain décompte de ACT*
- *L'avis de débit a été réclamé à la banque en vain. Ceci étant, vous pouvez attester du débit de notre compte pour ce montant dans notre relevé bancaire et du visa de la banque sur la lettre de virement pour ACT, documents déjà à votre disposition.*
- *Un avenant a été fait pour prendre en charge cette préoccupation. Voir Annexe 8*

Appréciation de l'auditeur

Observations maintenues. L'avis de la DCMP ne figure pas sur les copies des avenants relatifs aux marchés de construction du restaurant et du gazoduc qui nous ont été présentés.

- **Sur les Demandes de Renseignements et de Prix**

Numéro	Références du marché (Nom/N°/Date)	Type de marché	Objet du marché	Montant du marché (En F CFA)	Références du titulaire (Nom/adresse complète)	Observations (Cf. fiches DRP en annexe)
1	DRP004/ERP gestbud	FOURNITURES	Acquisition logiciel de gest. budget	28 800 000	CEDAR Informatiques	CONFORME POUR L'ESSENTIEL
2	DRP015	FOURNITURES	Acquisition logiciel bureautique	9 606 800	MIWIS	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL
3	Consomm Informatique	FOURNITURES	Acquisition MAT. de Bureau	13 037 150	Office Consommables	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL
4	DRP005	FOURNITURES	Acquisition MAT.INFORM.	16 652 500	SERVICE BUREAU	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL
5	DRP0011/2011	FOURNITURES	Acquisition armoire rack rangement	8 360 000	SESAM Informatiques	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL
6	Fourniture bureau	FOURNITURES	Acquisition fournitures de bureau	4 820 860	POA	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL
7	DRP012/Salle archiva	TRAVAUX	Aménagement et réorganisation de l'espace archive	7 806 625	EGCA	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL
8	DRP016/2011	FOURNITURES	Confection et fourniture d'agendas	5 325 000	INFO-PLUS	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL
9	DRP006	FOURNITURES	Fourniture de 2 véhicules	27 800 000	AA	PROCEDURE IRREGULIERE
10	DRP017/2011	FOURNITURES	Fournit de cadeaux et gadget	24 925 000	Bat Press	NON CONFORME

						POUR L'ESSENTIEL
11	DRP007 2011 SPLITS	FOURNITURES	Fourniture et pose splits	3 540 000	CFE INGENIERIE	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL
12	DRP009/Extinct-DF	FOURNITURES	Fourniture et installation d'extincteur- Déecteur Fumée	3 969 741	SODECI	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL
13	DRP003/Intercon	TRAVAUX	Réalisation d'interconnexion siège base ops	21 317 800	COMPUSYS	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL
14	DRP014	FOURNITURES	Réalisation de sondages électriques	9 000 000	SONED Afrique	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL
15	DRP18	TRAVAUX	Travaux de construction et de démolition site Diam-Niadio	7427000	EGCA	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL
Total				192 388 476		

Les anomalies relevées sont consignées dans le tableau suivant :

LIBELLE	EXERCICE 2011		
	POPULATION CONCERNEE	ANOMALIES	
		NBRE	%
Sur l'inscription des DRP dans le PPM transmis à la DCMP et à l'ARMP	15	5	33
Sur l'inscription des DRP dans l'AGPM? (Bonne pratique)	15	15	100
Sur la publicité spécifique des DRP	15	1	7
Sur la composition de la liste restreinte (au moins 5 candidats invités)	15	3	20
Sur la mention des noms et adresses des candidats présélectionnés	15	15	100
Sur l'archivage des offres	15	2	13
Sur l'obligation de faire coïncider l'ouverture des plis avec la date limite de dépôt des offres	15	10	67
Sur l'attribution du marché à l'offre conforme la moins disant	15	6	40
Sur l'ouverture des offres en séance publique	15	15	100
sur la mention des délais d'exécution des prestations	15	15	100
Sur l'existence d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat	15	8	53
Sur l'utilisation de critères d'évaluation non prévus au dossier	15	6	40
Sur la mention de la date limite de dépôt des offres	15	0	0
Sur la mention de l'objet des prestations	15	0	0
Sur l'obligation d'informer les candidats dont les offres n'ont pas été retenus	15	14	93
Sur l'obligation de conclure un contrat écrit de forme libre	15	7	47

- 33% des DRP (fourniture de cadeaux et de gadgets, consommables informatiques, fourniture de matériels informatiques, fourniture et pose de splits et acquisition fourniture de bureau) passées par PETROSEN ne sont pas inscrites au PPM transmis aux organes de contrôle (DCMP et ARMP) , en violation des dispositions de l'article 6 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;

☐ Violation des dispositions de l'article 67 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics

- La séance d'ouverture des plis n'a pas eu lieu à la date indiquée dans les lettres d'invitation. De plus les soumissionnaires n'ont pas été informés des nouvelles dates retenues. Cette irrégularité concerne 67% des DRP passées en 2011 ;
- 100% des séances d'ouvertures de plis pour les DRP ne sont pas effectuées en séance publique

☐ Non-respect des dispositions de la circulaire n° 0004 PM/CAD/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix et l'article 78 du CMP :

- Le nombre de candidats invités pour soumissionner était inférieur à 5 dans 20% des cas ;
- Sur 100% des DRP de PETROSEN passées en 2011, les noms et adresses des candidats n'ont pas été mentionnés sur la lettre d'invitation ;
- Les délais d'exécution des prestations n'ont pas été précisés dans les dossiers envoyés aux candidats, pour la totalité des DRP passées en 2011 ;
- Dans 53% des cas, les lettres d'invitation ne sont pas accompagnées d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instructions aux soumissionnaires et d'un projet de contrat, pour les marchés sur DRP ayant atteint les seuils ;
- Il n'y a pas de traces matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues, pour 93% des DRP passées en 2011, en violation de l'article 78-2 du Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- Il a été constaté l'absence de publication des résultats des DRP sur le site des marchés publics pour la totalité des DRP passées par PETROSEN, en violation des dispositions de l'article 78 du Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- L'offre conforme la moins disant n'a pas été retenue par la Commission des Marchés dans 40% des DRP passées en 2011, en violation des dispositions de l'article 78 du Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics

6.2. Audit de l'exécution financière

Nos travaux sur l'exécution financière révèlent les constats suivant :

- le paiement de l'avance démarrage ACT en toutes taxes comprises et son remboursement en hors taxes qui fait ressortir un écart de 38 538 000 F CFA non restitué ;
- La garantie de bonne exécution fournie par METALUX n'est pas conformes aux modèles prescrits par la législation ;
- Les garanties de remboursement d'avance de démarrage fournies par METALUX et ACT ne sont pas conformes aux modèles prescrits par la législation ;
- PETROSEN a accordé à ACT une avance non cautionnée d'un montant de 627 642 000 F CFA pour l'achat des tubages en violation des dispositions contractuelles, l'article 12.4 du CCAP et des articles 94 et 96 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
- Les assurances prévues par le marché ne sont pas souscrits ;
- Les clauses relatives aux pénalités de retard ne sont pas appliquées pour les marchés attribués à ACT et METALUX, en violation des dispositions de l'article 134 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 ;

- Le paiement systématique d'avance démarrage sur les DRP exécutées durant l'année budgétaire 2011.

6.3. Audit de l'exécution physique des marchés

Afin de vérifier la matérialité des dépenses, nous avons procédé à des inspections physiques sur un échantillon représentant 93% en montant des marchés sous revue. Nos travaux sur l'exécution physique n'appellent aucune remarque de notre part à l'exception du retard dans l'exécution des travaux liés à la construction du restaurant et à la réhabilitation du gazoduc, l'absence des deux véhicules dans le parc de PETROSEN et l'absence d'une comptabilité matière au sein de la Société des Pétroles du Sénégal.

ECHANTILLON AUDIT PHYSIQUE				
Description	Bénéficiaire	Montant (en F CFA)	Observations	Commentaire AC
REHABILITATION GAZODUC	ACT	1 263 190 000	Travaux en cours, délais contractuels épuisés	
CONSTRUCTION RESTAURANT	METALUX	143 130 808	Travaux en cours, délais contractuels épuisés	
AMENAGE CAROTHEQUE	EGCA	34 576 664	Travaux livrés	
Réalisation de sondages électriques	SONED AFRIQUE	9 000 000	Rapport livré	
Fourniture de 2 véhicules	AA	27 800 000	les véhicules ne sont pas visibles au niveau de PETROSEN	
Acquisition MAT.INFORM.	Service bureau	16 652 500	Matériels livrés	
Acquisition logiciel de gestion budget	CEDAR	28 800 000	Aucun rapport attestant de l'effectivité des prestations ne nous a été fourni (le procès-verbal de réception n'est pas signé par les membres de la commission de réception	Rapport mise en place logiciel de gestion budget : Annexe 11
TOTAL		1 523 149 972		
TOTAL DEPENSE ECHANTILLON		1 633 285 948		
TAUX DE COUVERTURE		93%		

VII. RECOMMANDATIONS

7.1. Recommandations sur le dispositif de gestion des marchés

- ✓ La Cellule de Passation des Marchés doit établir avant le 31 mars de chaque année le Rapport annuel sur l'ensemble des marchés passés l'année précédente, conformément à l'article 143 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- ✓ Il est impératif de mettre en place un registre des marchés numéroté, paraphé et daté.

7.2. Recommandations relatives aux marchés

7.2.1. Recommandations relatives aux Marchés par appel d'offre

Nous recommandons, pour les appels d'offres de :

- Veiller à inscrire tous les projets de marchés dans l'AGPM conformément à l'article 6 du Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011;
- Veiller au respect strict de la composition de la Commission des Marchés et des modalités de son fonctionnement ;
- Veiller au respect des principes d'équité, de transparence et d'économie préconisés par le COA en son article 24 et par le Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 dans la conduite marchés publics ;
- Veiller au respect des délais impartis pour l'évaluation des offres par la Commission des Marchés conformément aux dispositions de l'article 70 du Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011;
- Veiller à l'application rigoureuse des critères de qualification contenus dans le DAO pour l'évaluation des offres ;
- procéder à la publication des avis d'attribution définitive conformément à l'article 85 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- Veiller à la mise à la production par les titulaires de marchés, d'une garantie de bonne exécution conformément à l'article 114 du décret portant Code des Marchés Publics ;
- Veiller au respect de la domiciliation bancaire pour les paiements liés aux marchés ;

- Veiller à l'application rigoureuse des clauses de pénalités de retard conformément aux dispositions de l'article 133 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011.

7.2. 2. Recommandations relatives aux DRP

Nous recommandons l'application rigoureuse des dispositions du Décret n° 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix, notamment sur les points ci-dessous indiqués :

- Les prescriptions techniques ;
- Les critères de qualification ;
- Le formulaire de soumission et le modèle d'instructions aux soumissionnaires ;
- Les lettres matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues ;
- La publication des résultats des DRP sur le site des marchés publics ;
- L'insertion dans les contrats d'une clause relative aux pénalités de retard conformément à l'article 133 du CMP ;
- Le cautionnement à 100% des avances de démarrage et leur plafonnement à 20% du montant du marché conformément aux dispositions de l'article 96 du CMP ;
- L'archivage complet au niveau de la Cellule de Passation des Marchés des dossiers liés à la passation et à l'exécution des marchés conformément au manuel d'archivage de l'ARMP ;

7.2.3. Recommandations relatives au renforcement des capacités des agents en matière de passation des marchés

Nous recommandons de prévoir un programme spécifique de renforcement des capacités pour tous les responsables impliqués dans le processus de préparation, de passation et d'exécution des marchés publics, avec des modules différenciés intéressant la Personne responsable des Marchés, la Commission des Marchés, la Cellule de Passation des Marchés, les Gestionnaires de crédits, les Comptables matières et les Agents commis à l'archivage, à travers des appuis réguliers et des sessions de formation.

7.2.4. Recommandations relatives au classement et à l'archivage

- ✓ Améliorer le système d'archivage en intégrant les documents de préparation, de passation et d'exécution des marchés ;
- ✓ Prendre connaissance du manuel d'archivage adopté par l'ARMP et en faire une application rigoureuse.

VIII. ANNEXES

Annexe 1 :
Répartition échantillon

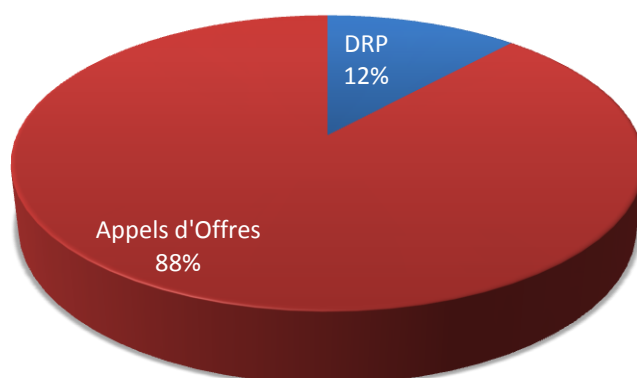
Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2011		Marchés sélectionnés pour revue	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'Offre Ouvert (AOO)	2	1 440 897 472	2	1 440 897 472
Appel d'offre Restreint (AOR)	-	-	-	-
Prestation Intellectuelle (PI)	-	-	-	-
Demande de Renseignements et des Prix (DRP)	15	192 388 476	15	192 388 476
Entente Directe (ED)	-	-	-	-
Convention	-	-	-	-
TOTAL	17	1 633 285 948	17	1 633 285 948
Taux de couverture			100%	100%

COMPOSITION DE L'ECHANTILLON

Intitulés du marché	Montant en Francs CFA	Mode de passation	Récapitulatif des marchés de 2011		Marchés sélectionnés pour revue	
			Nbre	Montants en Francs CFA	Nbre	Montants en Francs CFA
Construction d'un restaurant d'entreprise lot1	143 130 808	AO	2	1 440 897 472	2	1 440 897 472
Aménagement Cartothèque lot2	34 576 664					
Réhabilitation Gazoduc	1 263 190 000					
Sous total 1	1 440 897 472					
Fourniture et pose de Split	3 540 000	DRP	15	192 388 476	15	192 388 476
Fourniture de 2 véhicules 4*4 en leasing	27 800 000					
Réalisation d'interconnexion des sites siège de PETROSEN et base des opérations pétrolières	21 317 800					
Acquisition de logiciel bureautique de gestion de projet	9 606 800					
Acquisition d'armoire Rack de rangement et du Câblage de la salle informatique	8 360 000					
Fourniture de bureau 2011	4 820 860					
Réalisation de sondages électriques de gazoduc	9 000 000					
Fourniture et installation d'extincteurs et de détecteurs de fumée	3 969 741					
Acquisition de matériels informatiques	16 652 500					
Aménagement et réorganisation de l'espace archive	7 806 625					
Acquisition d'un logiciel autonomie de gestion de budget	28 800 000					
Acquisition de matériels de	13 037 150					

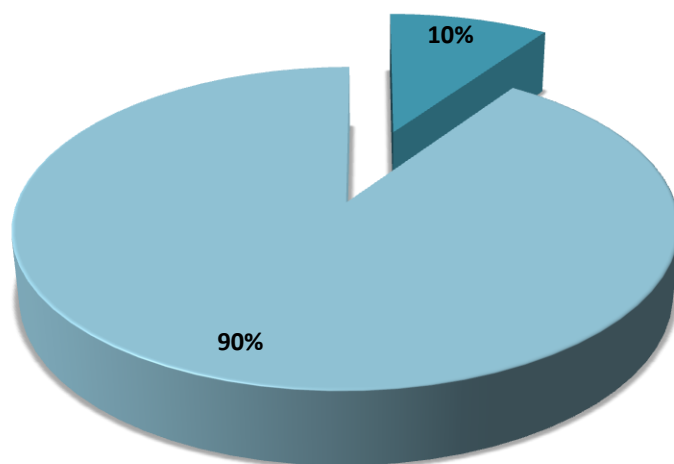
bureau					
Fourniture de cadeaux et de gadgets	24 925 000				
Confection et fourniture d'agendas 2012	5 325 000				
Travaux de construction et de démolition d'un mur du garage de Diam-Nadio	7 427 000				
Sous total 2	192 388 476				
TOTAL	1 633 285 948			1 633 285 948	1 633 285 948
Taux de couverture				100%	100%

REPARTITION DE L'ECHANTILLON EN VALEUR



REPARTITION DE L'ECHANTILLON PAR TYPE DE MARCHES

■ Fourntures ■ Travaux



Annexe 2 : Liste des commandes directes

Structures	Montants
GRAS SAVOYE	64 565 320
CERA	10 550 000
Office consommables	9 892 425
NSIA Sénégal	8 563 678
Service bureau	7 664 000
Tair Ann	6 027 440
Sodilux	5 751 320
Keur Serigne Fallou	5 245 000
SAYONARA	5 047 594
Daoud Bureau	4 754 000
Fudisen Ex Ex Corévi BSA	4 590 000
ORCA	4 447 068
Lingua Com Consulting	4 104 000
CNART Assurance	4 096 695
Garage Abdou La Khad Mbacké	3 647 924
SINPAC	3 562 500
Kandji and Frères	3 250 000
Lô et frères	3 230 000
Amafath Création et Négoce	2 962 500
Mobilier Khadim Rassoul	2 493 463
Energy and corporation Africa	2 446 674
ETP GL Cons Amenage	2 422 750
Fair Linkings SARL	1 967 871
General froid M.Badiane	1 881 000
International d'affaire	1 500 000
Espace pneumatique	1 401 157
Beta-Com	1 280 000
Josephine Sy	1 279 000
Medina telecom	1 223 500
L'Africaine de l'automobile	1 173 447
	181 020 326

**Annexe 3 :
Fiche de projet DRP**

DRP : ACQUISITION FOURNITURES DE BUREAU	
Description	Marchés
Date d'invitation	17/01/2011
Date de dépôt des	02/02/2011
Attributaire	POA
Date du bon de commande	21/03/2011
Date du contrat	NF
Montant du marché	4 820 860 F CFA
Date de réception	Non disponible
<p>Il s'agit d'un marché relatif à l'acquisition de fournitures de bureau. Parmi les cinq (05) entreprises consultées, trois (3) ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • POA : 4 820 860 F CFA • OFFICE – CONSOMMABLE : 4 513 030 F CFA • SAREDICA : 4 229 037 F CFA 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La DRP n'est pas indiquée dans le PPM transmis aux organes de contrôle, en violation des dispositions de l'article 6 du CMP; - La lettre d'invitation ne mentionne pas le nom et l'adresse des candidats présélectionnés et elle n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instructions aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ; - L'ouverture des plis ne coïncide pas avec la date limite de dépôt des offres et les soumissionnaires ne sont informés des dates fixées pour les séances d'ouverture des plis; - L'offre conforme la moins disant n'a pas été retenue par la Commission des Marchés en violation des dispositions de l'article 78 du CMP ; - Il a été constaté l'absence de publication des résultats sur le site des marchés publics en violation des dispositions de l'article 78.3.b du CMP ; - Le marché a été conclu en hors taxes et aucune mention des textes législatifs ou réglementaires et les conventions prévoyant ces exonérations n'est indiquée en violation des dispositions de l'article 15.2 du CMP ; - Le contrat qui nous a été remis n'est pas enregistré et la clause pénalité pour retard n'est pas prévue en violation des dispositions de l'article 133 du CMP ; - Absence PV de réception signé par les membres de la Commission de Réception ; - Archivage des documents liés à la procédure non conforme. La CPM n'archive pas les dossiers liés à

	l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement etc.).
Recommandations	<p>PETROSEN devrait :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à inscrire tous les projets de marchés dans le PPM transmis aux autorités de contrôle pour publication conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP sous peine de nullité ; - Veiller à appliquer les dispositions du Décret n° 2011-04 du 6 janvier 2011 portant Code des Marchés Publics et la Circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix, notamment sur les points ci-dessous indiqués : <ul style="list-style-type: none"> ○ Les prescriptions techniques ○ Les critères de qualification ○ Le formulaire de soumission et le modèle d'instructions aux soumissionnaires ○ Les lettres matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues ○ L'attribution du marché au candidat ayant présenté l'offre conforme la moins disant ○ La publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics - Veiller au respect des dates indiquées pour le dépôt des offres et l'ouverture des plis; - Veiller dans le cadre des marchés conclus hors taxes à mentionner les références des textes législatifs ou réglementaires et les conventions prévoyant ces exonérations conformément à l'article 15.2 du CMP ; - Veiller à l'archivage complet des dossiers liés à la passation et à l'exécution des marchés conformément au manuel d'archivage de l'ARMP
Commentaires de l'AC	<p><i>La publication de l'attribution dans le site de l'ARMP n'est requise qu'à partir de l'exercice 2012.</i></p> <p><i>PETROSEN est exonéré de toutes taxes par la loi pétrolière de 1998 concernant tous les marchés exécutés en 2011, ceci étant ne peut énumérer ces marchés en HT.</i></p> <p><i>Les pénalités pour retard ne sont exigées dans le cadre des DRP car l'article 133 en parle ainsi : « ... les marchés doivent prévoir une clause de pénalités pour retard dont le montant est fixé pour chaque catégorie de marchés dans les CCAG ».</i></p> <p><i>Dans une DRP, on ne peut pas parler de CCAG donc, ces pénalités ne sont pas requises par la loi en ce qui concerne les DRP.</i></p> <p><i>Tous les PV de réception ont été signés et joints aux dossiers qui vous ont été transmis lors de votre intervention.</i></p> <p><i>L'archivage a été complet à l'exception de deux dossiers sur les 15 vérifiés par vos soins selon vous alors que ce point est revenu dans toutes les DRP.</i></p>
Appréciation du	Observations maintenues. le défaut d'archivage des offres des soumissionnaires concerne effectivement deux procédures de

Cabinet	DRP. Cependant, l'archivage des dossiers liés à la procédure de passation et à l'exécution des marchés au niveau de la CMP n'est pas conforme. En effet, les documents relatifs à l'exécution et à la réception ne sont pas toujours archivés au niveau de la CPM conformément aux dispositions du manuel d'archivage de l'ARMP.
----------------	--

DRP 2011-N°0011 RACK DE RANGEMENT	
Description	Marchés
Date d'invitation	08/0711/2011
Date de dépôt des	22/07/2011
Attributaire	SESAM – INFORMATIQUE
Date du bon de commande	18/08/2011
Date du contrat	NF
Montant du marché	8 360 000 F CFA
Date de réception	Non disponible
<p>Il s'agit d'un marché relatif à la fourniture d'agendas. Parmi les cinq (05) entreprises consultées, trois (3) ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • SINPAC : 8 565 000 F CFA • SESAM - INFORMATIQUE : 8 360 000 F CFA • GENERAL SERVICES ASSOCIATES : 11 044 530 F CFA 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La lettre d'invitation ne mentionne pas le nom et l'adresse des candidats présélectionnés et elle n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instructions aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ; - L'ouverture des plis ne coïncidé pas avec la date limite de dépôt des offres et les soumissionnaires ne sont informés des dates fixées pour les séances d'ouverture des plis; - Il a été constaté l'absence de publication des résultats sur le site des marchés publics en violation des dispositions

	<p>de l'article 78.3.b du CMP ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le marché a été conclu en hors taxes et aucune mention des textes législatifs ou réglementaires et les conventions prévoyant ces exonérations n'est indiquée en violation des dispositions de l'article 15.2 du CMP ; - Le contrat qui nous a été remis n'est pas enregistré et la clause pénalité pour retard n'est pas prévue en violation des dispositions de l'article 133 du CMP ; - Archivage des documents liés à la procédure non conforme. La cellule n'archive pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement etc.).
Recommandations	<p>PETROSEN devrait :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à appliquer les dispositions du Décret n° 1048-2011 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et la Circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix, notamment sur les points ci-dessous indiqués : <ul style="list-style-type: none"> ○ Les prescriptions techniques ○ Les critères de qualification ○ Le formulaire de soumission et le modèle d'instructions aux soumissionnaires ○ Les lettres matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues ○ L'attribution du marché au candidat ayant présenté l'offre conforme la moins disant ○ La publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics - Veiller au respect des dates indiquées pour le dépôt des offres et l'ouverture des plis; - ; - Veiller dans le cadre des marchés conclus hors taxes à mentionner les références des textes législatifs ou réglementaires et les conventions prévoyant ces exonérations conformément à l'article 15.2 du CMP ; - Veiller au respect strict de la composition de la Commission des Marchés et des modalités de son fonctionnement ; - Veiller à l'archivage complet des dossiers liés à la passation et à l'exécution des marchés conformément au manuel d'archivage de l'ARMP.
Commentaires de l'AC	<p><i>La publication de l'attribution dans le site de l'ARMP n'est requise qu'à partir de l'exercice 2012.</i></p> <p><i>PETROSEN est exonéré de toutes taxes par la loi pétrolière de 1998 concernant tous les marchés exécutés en 2011, ceci étant ne peut énumérer ces marchés en HT.</i></p> <p><i>Les pénalités pour retard ne sont exigées dans le cadre des DRP car l'article 133 en parle ainsi : « ... les marchés doivent prévoir une clause</i></p>

	<p><i>de pénalités pour retard dont le montant est fixé pour chaque catégorie de marchés dans les CCAG ».</i></p> <p><i>Dans une DRP, on ne peut pas parler de CCAG donc, ces pénalités ne sont pas requises par la loi en ce qui concerne les DRP.</i></p> <p><i>Tous les PV de réception ont été signés et joints aux dossiers qui vous ont été transmis lors de votre intervention.</i></p> <p><i>L'archivage a été complet à l'exception de deux dossiers sur les 15 vérifiés par vos soins selon vous alors que ce point est revenu dans toutes les DRP.</i></p>
Appréciation du Cabinet	<p>Observations maintenues. le défaut d'archivage des offres des soumissionnaires concerne effectivement deux procédures de DRP. Cependant, l'archivage des dossiers liés à la procédure de passation et à l'exécution des marchés au niveau de la CMP n'est pas conforme. En effet, les documents relatifs à l'exécution et à la réception ne sont pas toujours archivés au niveau de la CPM conformément aux dispositions du manuel d'archivage de l'ARMP.</p>

DRP 007-2011 : FOURNITURE ET POSE DE SPLITS	
Description	Marchés
Date d'invitation	12/04/2011
Date de dépôt des offres	29/04/2011
Attributaire	CFE Ingénierie
Date du bon de commande	23/05/2011
Date du contrat	NON
Montant du marché	3540000FCFATTC
Date de réception	29/12/2011
<p>Il s'agit d'un marché relatif à la fourniture de splits. Parmi les cinq (05) entreprises consultées, trois (3) ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Matforce : 4.575.000 F CFA TTC • CFE Ingénierie : 3.540.000 F CFA TTC • Office choice : 3.320.478 F CFA TTC 	

Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La DRP n'est pas indiquée dans le PPM transmis aux autorités de contrôle pour publication en violation des dispositions de l'article 6 du CMP; - La lettre d'invitation ne mentionne pas le nom et l'adresse des candidats présélectionnés et elle n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instructions aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ; - L'ouverture des plis a eu lieu le 04 mai 2011 soit cinq (5) jours après la date limite de dépôt des offres ; - L'offre conforme la moins disant n'a pas été retenue par la Commission des Marchés en violation des dispositions de l'article 78 du CMP ; - Il a été constaté l'absence de publication des résultats sur le site des marchés publics pour la totalité des DRP passées par PETROSEN, en violation des dispositions de l'article 78.3.b du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics ; - Le marché a été conclu en hors taxes et aucune mention des textes législatifs ou réglementaires et les conventions prévoyant ces exonérations n'est indiquée en violation des dispositions de l'article 15.2 du CMP ; - Archivage des documents liés à la procédure non conforme. La cellule ne conserve pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement etc.).
Recommandations	<p>PETROSEN devrait :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à inscrire tous les projets de marchés dans le PPM transmis aux autorités de contrôle pour publication conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP sous peine de nullité ; - Veiller à appliquer les dispositions du Décret n° 2011-04 du 6 janvier 2011 portant Code des Marchés Publics et la Circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix, notamment sur les points ci-dessous indiqués : <ul style="list-style-type: none"> ○ Les prescriptions techniques ○ Les critères de qualification ○ Le formulaire de soumission et le modèle d'instructions aux soumissionnaires ○ Les lettres matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues ○ L'attribution du marché au candidat ayant présenté l'offre conforme la moins disant

	<ul style="list-style-type: none"> ○ La publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics ○ - Veiller au respect des dates indiquées pour le dépôt des offres et l'ouverture des plis ; - Veiller dans le cadre des marchés conclus hors taxes à mentionner les références des textes législatifs ou réglementaires et les conventions prévoyant ces exonérations conformément à l'article 15.2 du CMP ; - Veiller au respect strict de la composition de la Commission des Marchés et des modalités de son fonctionnement ; - Veiller à l'archivage complet au niveau de la Cellule de Passation des Marchés des dossiers liés à la passation et à l'exécution des marchés conformément au manuel d'archivage de l'ARMP ;
Commentaires de l'AC	<p><i>La publication de l'attribution dans le site de l'ARMP n'est requise qu'à partir de l'exercice 2012.</i></p> <p><i>PETROSEN est exonéré de toutes taxes par la loi pétrolière de 1998 concernant tous les marchés exécutés en 2011, ceci étant ne peut énumérer ces marchés en HT.</i></p> <p><i>Tous les PV de réception ont été signés et joints aux dossiers qui vous ont été transmis lors de votre intervention.</i></p> <p><i>L'archivage a été complet à l'exception de deux dossiers sur les 15 vérifiés par vos soins selon vous alors que ce point est revenu dans toutes les DRP.</i></p>
Appréciation du Cabinet	<p>Observations maintenues. le défaut d'archivage des offres des soumissionnaires concerne effectivement deux procédures de DRP. Cependant, l'archivage des dossiers liés à la procédure de passation et à l'exécution des marchés au niveau de la CMP n'est pas conforme. En effet, les documents relatifs à l'exécution et à la réception ne sont pas toujours archivés au niveau de la CPM conformément aux dispositions du manuel d'archivage de l'ARMP.</p>

DRP 014-2011 : REALISATION DE SONDAGES ELECTRONIQUES

Description		Marchés
Date d'invitation		28 /07/11
Date de dépôt des offres		12 /08/11
Attributaire		SONED Afrique
Date du bon de commande		14 /11/11
Date du contrat		NON
Montant du marché		9 000 000
Date de réception		NON
<p>Il s'agit d'un contrat de marché relatif à la réalisation de sondages électroniques le long gazoduc. La liste restreinte est composée d'un seul candidat. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> SONED Afrique : 9 000 000FCFA 		
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La lettre d'invitation ne mentionne pas le nom et l'adresse des candidats présélectionnés et elle n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instructions aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ; - L'ouverture des plis ne coïncide pas avec la date limite de dépôt des offres pour 67% des DRP passées en 2011 et les soumissionnaires ne sont informés des dates fixées pour les séances d'ouverture des plis ; - Aucune offre n'a été mise à notre disposition. En réalité la procédure semble régulariser une commande directe exécutée en violation des dispositions de l'article 76 du CMP ; - Il a été constaté l'absence de publication des résultats sur le site des marchés publics pour la totalité des DRP passées par PETROSEN, en violation des dispositions de l'article 78.3.b du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics ; - Archivage des documents liés à la procédure non conforme. La cellule ne conserve pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement etc.). 	
Recommandations	<p>PETROSEN devrait :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à appliquer les dispositions du Décret n° 2011-04 du 6 janvier 2011 portant Code des Marchés Publics et la Circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix, notamment sur les points ci-dessous indiqués : <ul style="list-style-type: none"> Les prescriptions techniques 	

	<ul style="list-style-type: none"> ○ Les critères de qualification ○ Le formulaire de soumission et le modèle d'instructions aux soumissionnaires ○ Les lettres matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues ○ La publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics - Veiller au respect des dates indiquées pour le dépôt des offres et l'ouverture des plis; - Veiller au respect des principes généraux de libre accès à la commande publique, d'égalité d'équité et de transparence dans la conduite des procédures d'acquisition telle que édicté par l'article 24 du Code des Obligations de l'Administration et se conformer dans le cadre des commandes directes aux exceptions prévues par l'article 76 du CMP ; - Veiller à l'archivage complet au niveau de la cellule de passation des marchés des dossiers liés à la passation et à l'exécution des marchés conformément au manuel d'archivage de l'ARMP ;
Commentaires de l'AC	Pour tous les documents relatifs à ce marché voir Annexe 9.
Appréciation du Cabinet	Observations maintenues.

DRP 009-2011 : FOURNITURE D'EXTINCTEUR ET DETECTEUR DE FUMEE	
Description	Marchés
Date d'invitation	17/06/11
Date de dépôt des offres	04 /07/11
Attributaire	SODECI
Date du bon de commande	11 /10/11
Date du contrat	NON
Montant du marché	3 969 741TTC
Date de réception	11/10/11
<p>Il s'agit d'un contrat de marché relatif à la fourniture d'extincteur et détecteur de fumé. La liste restreinte est composée de trois(03) candidats. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • SODECI : 3 969 741FCFA • TECSSEN : 3 904 731FCFA • SOPHIA SECURIS : 5 071 913FCFA <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme évaluée la moins disant.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La lettre d'invitation ne mentionne pas le nom et l'adresse des candidats présélectionnés et elle n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instructions aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ; - L'ouverture des plis a eu lieu le 11 juillet 2011 soit cinq (7) jours après la date limite de dépôt des offres ; - Il a été constaté l'absence de publication des résultats sur le site des marchés publics en violation des dispositions de l'article 78.3.b du CMP ; - Le marché a été conclu en hors taxes et aucune mention des textes législatifs ou réglementaires et les conventions prévoyant ces exonérations n'est indiquée en violation des dispositions de l'article 15.2 du CMP ; - Le contrat qui nous a été remis n'est pas enregistré et la clause pénalité pour retard n'est pas prévue en violation des dispositions de l'article 133 du CMP ; - Absence de PV de réception signé par les membres de la Commission de Réception ; - Archivage des documents liés à la procédure non conforme. La CPM n'archive pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement etc.).
Recommandations	<p>PETROSEN devrait :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à appliquer les dispositions du Décret n° 2011-04 du 6 janvier 2011 portant Code des Marchés Publics et la Circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la

	<p>procédure de Demande de Renseignements et de Prix, notamment sur les points ci-dessous indiqués :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Les critères de qualification ○ Le formulaire de soumission et le modèle d'instructions aux soumissionnaires ○ Les lettres matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues ○ La publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics - Veiller au respect des dates indiquées pour le dépôt des offres et l'ouverture des plis; - Veiller dans le cadre des marchés conclus hors taxes à mentionner les références des textes législatifs ou réglementaires et les conventions prévoyant ces exonérations conformément à l'article 15.2 du CMP ; - Veiller à prévoir dans les contrats une clause pénalité pour retard dans les contrats conformément à l'article 133 du CMP ; - Mettre en place une Commission de Réception et systématiser la pratique de réception avec un PV signé par tous les membres ; - Veiller à l'archivage complet au niveau de la Cellule de Passation des marchés des dossiers liés à la passation et à l'exécution des marchés conformément au manuel d'archivage de l'ARMP ;
Commentaires de l'AC	<p><i>La publication de l'attribution dans le site de l'ARMP n'est requise qu'à partir de l'exercice 2012.</i></p> <p><i>PETROSEN est exonéré de toutes taxes par la loi pétrolière de 1998 concernant tous les marchés exécutés en 2011, ceci étant ne peut énumérer ces marchés en HT.</i></p> <p><i>Les pénalités pour retard ne sont exigées dans le cadre des DRP car l'article 133 en parle ainsi : « ... les marchés doivent prévoir une clause de pénalités pour retard dont le montant est fixé pour chaque catégorie de marchés dans les CCAG ».</i></p> <p><i>Dans une DRP, on ne peut pas parler de CCAG donc, ces pénalités ne sont pas requises par la loi en ce qui concerne les DRP.</i></p> <p><i>Tous les PV de réception ont été signés et joints aux dossiers qui vous ont été transmis lors de votre intervention.</i></p> <p><i>L'archivage a été complet à l'exception de deux dossiers sur les 15 vérifiés par vos soins selon vous alors que ce point est revenu dans toutes les DRP.</i></p>
Appréciation du Cabinet	<p>Observations maintenues. le défaut d'archivage des offres des soumissionnaires concerne effectivement deux procédures de DRP. Cependant, l'archivage des dossiers liés à la procédure de passation et à l'exécution des marchés au niveau de la CMP n'est pas conforme. En effet, les documents relatifs à l'exécution et à la réception ne sont pas toujours archivés au niveau de la CPM conformément aux dispositions du manuel d'archivage de l'ARMP.</p>

DRP 005-2011 : FOURNITURE DE MATERIELS INFORMATIQUES	
Description	Marchés
Date d'invitation	23/03/2011
Date de dépôt des offres	07/04/2011
Attributaire	Service Bureau
Date du bon de commande	23/05/2011
Date du contrat	NON
Montant du marché	16 652 500FTTC
Date de réception	06/07/2011
<p>Il s'agit d'un contrat de marché relatif à la fourniture de matériels informatiques. La liste restreinte est composée de cinq (05) candidats dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • SERVICE BUREAU : 16 652 500 F CFA TTC • SINPAC : 19 722 150 F CFA TTC • PLATEFORME TECHNOLOGIE : 29 595 671 F CFA TTC • OFFICE CONSOMMABLES : 33 950 290 F CFA TTC • CFAO TECHNOLOGIES : 27 181 542 F CFA TTC 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La DRP n'est pas indiquée dans le PPM transmis aux organes de contrôle pour publication en violation des dispositions de l'article 6 du CMP; - La lettre d'invitation ne mentionne pas le nom et l'adresse des candidats présélectionnés et elle n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instructions aux soumissionnaires, d'un projet de contrat et les candidats non retenus n'ont pas été informés en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ; - L'ouverture des plis a eu lieu le 14 avril 2011 soit sept (7) jours après la date limite de dépôt des offres et les soumissionnaires n'ont pas été informés de la date fixée pour la séance d'ouverture des plis ; - Il a été constaté l'absence de publication des résultats sur le site des marchés publics en violation des dispositions de l'article 78.3.b du CMP ; - Archivage des documents liés à la procédure non conforme. La cellule ne conserve pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement etc.).

Recommandations	<p>PETROSEN devrait :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à inscrire tous les projets de marchés dans le PPM transmis aux organes de contrôles pour publication conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP sous peine de nullité ; - Veiller à appliquer les dispositions du Décret n° 2011-04 du 6 janvier 2011 portant code des marchés publics et la Circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix, notamment sur les points ci-dessous indiqués : <ul style="list-style-type: none"> ○ Les prescriptions techniques ○ Les critères de qualification ○ Le formulaire de soumission et le modèle d'instructions aux soumissionnaires ○ Les lettres matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues ○ La publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics - Veiller au respect des dates indiquées pour le dépôt des offres et l'ouverture des plis; - Veiller à prévoir dans les contrats une clause pénalité pour retard dans les contrats conformément à l'article 133 du CMP ; - Veiller à l'archivage complet au niveau de la Cellule de Passation des Marchés des dossiers liés à la procédure et à l'exécution des marchés conformément au manuel d'archivage de l'ARMP ;
Commentaires de l'AC	<p><i>La publication de l'attribution dans le site de l'ARMP n'est requise qu'à partir de l'exercice 2012.</i></p> <p><i>Tous les PV de réception ont été signés et joints aux dossiers qui vous ont été transmis lors de votre intervention.</i></p> <p><i>L'archivage a été complet à l'exception de deux dossiers sur les 15 vérifiés par vos soins selon vous alors que ce point est revenu dans toutes les DRP.</i></p>
Appréciation du Cabinet	<p>Observations maintenues. le défaut d'archivage des offres des soumissionnaires concerne effectivement deux procédures de DRP. Cependant, l'archivage des dossiers liés à la procédure de passation et à l'exécution des marchés au niveau de la CMP n'est pas conforme. En effet, les documents relatifs à l'exécution et à la réception ne sont pas toujours archivés au niveau de la CPM conformément aux dispositions du manuel d'archivage de l'ARMP.</p>

DRP 012-2011 : AMENAGEMENT REORGANISATION DE LA SALLE ARCHIVES

Description	Marchés
Date d'invitation	06/07/2011
Date de dépôt des offres	21/07/2011
Attributaire	EGCA
Date du bon de commande	26/08/2011
Date du contrat	NON
Montant du marché	7 806 625 TTC
Date de réception	15/09/2011

Il s'agit d'un contrat de marché relatif à l'aménagement et la réorganisation de la salle archives. La liste restreinte est composée cinq (5) candidats et trois (03) ont déposé une offre. Il s'agit de :

- SGE : 7 340 600 F CFA TTC
- EGCA : 7 806 625 F CFA TTC
- MISHALLER : 7 195 300 F CFA TTC

Non conformités

- Pratique de fractionnement. En effet, la salle d'archivage et une partie intégrante de la Carothèque et un appel d'offre était prévu pour sa réfection et d'ailleurs c'est la même entreprise qui se trouve être attributaire de l'appel d'offre ;
- La lettre d'invitation ne mentionne pas le nom et l'adresse des candidats présélectionnés et elle n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instructions aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;
- La séance d'ouverture des plis n'a pas eu lieu à la date indiquée dans les lettres d'invitation. De plus les soumissionnaires n'ont pas été informés de la nouvelle date retenue;
- L'offre conforme la moins disant n'a pas été retenue par la commission des marchés en violation des dispositions de l'article 78 du CMP ;
- Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics en violation des dispositions de l'article 78.3.b du CMP ;
- Le contrat qui nous a été remis n'est pas enregistré et la clause pénalité pour retard n'est pas prévue en violation des dispositions de l'article 133 du CMP ;
- Une avance non cautionnée de 50% du montant du

	<p>marché a été accordée à l'attributaire en violation des dispositions de l'article 96 du CMP ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les paiements ont été effectués par chèques bancaires au nom de Arona DIAGNE et non de EGCA attributaire du marché ; - Archivage des documents liés à la procédure non conforme. La CPM n'archive pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement etc.).
Recommandations	<p>PETROSEN devrait :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à inscrire tous les projets de marchés dans le PPM transmis aux organes de contrôle pour publication conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP sous peine de nullité ; - Eviter la pratique de fractionnement et adopter la procédure d'AO quand les seuils sont atteints ; - Veiller à appliquer les dispositions du Décret n° 2011-04 du 6 janvier 2011 portant Code des Marchés Publics et la Circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix, notamment sur les points ci-dessous indiqués : <ul style="list-style-type: none"> ○ Les critères de qualification ○ Le formulaire de soumission et le modèle d'instructions aux soumissionnaires ○ Les lettres matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues ○ L'attribution du marché au candidat ayant présenté l'offre conforme la moins disant ○ La publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics - Veiller à faire coïncider l'ouverture des plis avec la date limite de dépôt des offres ; - Veiller à prévoir dans les contrats une clause pénalité pour retard dans les contrats conformément à l'article 133 du CMP ; - Veiller au cautionnement à 100% de l'avance démarrage qui ne doit pas dépasser 20% du montant du marché, conformément aux dispositions de l'article 96 du CMP ; - Veiller à l'archivage complet au niveau de la cellule de passation des marchés des dossiers liés à la passation et à l'exécution des marchés conformément au manuel d'archivage de l'ARMP ;
Commentaires de l'AC	<p><i>Il ne s'agit pas d'un aménagement comme son nom peut l'indiquer mais d'une construction en bonne et due forme (voir TDR). De ce fait, on ne peut parler de fractionnement ici car s'agissant de travaux différents de ceux effectués au niveau de la Carothèque.</i></p> <p><i>Les pénalités pour retard ne sont exigées dans le cadre des DRP car l'article 133 en parle ainsi : « ... les marchés doivent prévoir une clause</i></p>

	<p><i>de pénalités pour retard dont le montant est fixé pour chaque catégorie de marchés dans les CCAG ».</i></p> <p><i>Dans une DRP, on ne peut pas parler de CCAG donc, ces pénalités ne sont pas requises par la loi en ce qui concerne les DRP.</i></p> <p><i>Le marché n'ayant pas atteint les seuils la caution n'a pas été jugée nécessaire.</i></p> <p><i>La société ayant toujours existée au nom de Arona DIAGNE, l'exécution de ce marché a coïncidé à sa mutation au nom de EGCA, ainsi les coordonnées bancaires n'étaient pas disponibles à temps c'est pourquoi, les premiers paiements ont été effectués au nom de Arona DIAGNE mais que depuis se font au nom de EGCA.</i></p> <p><i>L'archivage a été complet à l'exception de deux dossiers sur les 15 vérifiés par vos soins selon vous alors que ce point est revenu dans toutes les DRP.</i></p>
Appréciation du Cabinet	<p>Observations maintenues. le défaut d'archivage des offres des soumissionnaires concerne effectivement deux procédures de DRP. Cependant, l'archivage des dossiers liés à la procédure de passation et à l'exécution des marchés au niveau de la CMP n'est pas conforme. En effet, les documents relatifs à l'exécution et à la réception ne sont pas toujours archivés au niveau de la CPM conformément aux dispositions du manuel d'archivage de l'ARMP.</p>

DRP : 004-2011 : FOURNITURE D'UN LOGICIEL AUTONOMIE DE GESTION DE PROJET	
Description	Marchés
Date d'invitation	21/03/2011
Date de dépôt des offres	05/04/2011
Attributaire	CEDAR INFORMATIQUE
Date du bon de commande	19/05/2011
Date du contrat	NON
Montant du marché	28 800 000 FTTC
Date de réception	28/11/2011
<p>Il s'agit d'un contrat de marché relatif à la fourniture d'UN LOGICIEL AUTONOMIE DE GESTION DE PROJET. TROIS(03) candidats ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • MIWIS : 35 000 000FTTC • GLOBAL PERFORMANCE CONSULTING : 45 500 000FTTC • CEDAR INFORMATIQUE : 28 800 000 TTC 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La lettre d'invitation ne mentionne pas le nom et l'adresse des candidats présélectionnés et elle n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instructions aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ; - Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics en violation des dispositions de l'article 78.3.b du CMP ; - Le marché a été conclu en hors taxes et aucune mention des textes législatifs ou réglementaires et les conventions prévoyant ces exonérations n'est indiquée en violation des dispositions de l'article 15.2 du CMP ; - Le contrat qui nous a été remis n'est pas enregistré et la clause pénalité pour retard n'est pas prévue en violation des dispositions de l'article 133 du CMP ; - Une avance non cautionnée de 50% du montant du marché a été accordée à l'attributaire en violation des dispositions de l'article 96 du CMP ; - La garantie de bonne exécution n'est pas fournie en violation des dispositions de l'arrêté n°011584 du 28/12/2007 pris en application de l'article 114 du CMP ; - Archivage des documents liés à la procédure non conforme. La CPM n'archive pas les dossiers liés à

	l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement etc.).
Recommandations	<p>PETROSEN devrait :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à appliquer les dispositions du Décret n° 2011-04 du 6 janvier 2011 portant Code des Marchés Publics et la Circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix, notamment sur les points ci-dessous indiqués : <ul style="list-style-type: none"> ○ Les prescriptions techniques ○ Les critères de qualification ○ Le formulaire de soumission et le modèle d'instruction aux soumissionnaires ○ Les lettres matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues ○ La publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics - Veiller au respect des dates indiquées pour le dépôt des offres et l'ouverture des plis ; - Veiller dans le cadre des marchés conclus hors taxes à mentionner les références des textes législatifs ou réglementaires et les conventions prévoyant ces exonérations conformément à l'article 15.2 du CMP ; - Veiller à prévoir dans les contrats une clause pénalité pour retard dans les contrats conformément à l'article 133 du CMP ; - Exiger des titulaires de marché la fourniture d'une caution de bonne exécution conformément à l'arrêté n° 011584 du 28/12/2007 pris en application de l'article 114 du CMP - Veiller à l'archivage complet au niveau de la Cellule de Passation des Marchés des dossiers liés à la procédure et à l'exécution des marchés conformément au manuel d'archivage de l'ARMP ;
Commentaires de l'AC	<p><i>PETROSEN est exonéré de toutes taxes par la loi pétrolière de 1998 concernant tous les marchés exécutés en 2011, ceci étant ne peut énumérer ces marchés en HT.</i></p> <p><i>Les pénalités pour retard ne sont exigées dans le cadre des DRP car l'article 133 en parle ainsi : « ... les marchés doivent prévoir une clause de pénalités pour retard dont le montant est fixé pour chaque catégorie de marchés dans les CCAG ».</i></p> <p><i>Dans une DRP, on ne peut pas parler de CCAG donc, ces pénalités ne sont pas requises par la loi en ce qui concerne les DRP.</i></p> <p><i>Le marché n'ayant pas atteint les seuils la caution n'a pas été jugée nécessaire.</i></p> <p><i>L'archivage a été complet à l'exception de deux dossiers sur les 15 vérifiés par vos soins selon vous alors que ce point est revenu dans toutes les DRP.</i></p>
	Observations maintenues. le défaut d'archivage des offres des

Appréciation du Cabinet	soumissionnaires concerne effectivement deux procédures de DRP. Cependant, l'archivage des dossiers liés à la procédure de passation et à l'exécution des marchés au niveau de la CMP n'est pas conforme. En effet, les documents relatifs à l'exécution et à la réception ne sont pas toujours archivés au niveau de la CPM conformément aux dispositions du manuel d'archivage de l'ARMP.
--------------------------------	---

DRP CONSOMMABLE INFORMATIQUE-2011	
Description	Marchés
Date d'invitation	17/01/2011
Date de dépôt des offres	02/02/2011
Attributaire	OFFICE CONSOMMABLE
Date du bon de commande	22/03/2011
Date du contrat	NON
Montant du marché	13 037 150 F TTC
Date de réception	25/10/2011 28/12/2011
<p>Il s'agit d'un contrat de marché relatif à la fourniture de matériel de bureau. einte est composée de quatre(04) candidats. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • SINPAC : 14 984 250FTTC • OFFICE INFORMATIQUE : 13 037 150FTTC • OUMOU INFORMATIQUE : 13 855 000FTTC • BUREAUTIC DIFFUSION : 14 202 220FTTC 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La DRP n'est pas indiquée dans le PPM transmis aux organes de contrôle pour publication en violation des dispositions de l'article 6 du CMP; - La lettre d'invitation ne mentionne pas le nom et l'adresse des candidats présélectionnés et elle n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instructions aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ; - Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics en violation des dispositions de l'article 78.3.b du CMP ; - Le marché a été conclu en hors taxes et aucune mention

	<p>des textes législatifs ou réglementaires et les conventions prévoyant ces exonérations n'est indiquée en violation des dispositions de l'article 15.2 du CMP ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le contrat qui nous a été remis n'est pas enregistré et la clause pénalité pour retard n'est pas prévue en violation des dispositions de l'article 133 du CMP ; - Archivage des documents liés à la procédure non conforme. La cellule ne conserve pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement etc.).
Recommandations	<p>PETROSEN devrait :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à inscrire tous les projets de marchés dans le PPM transmis aux organes de contrôle pour publication conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP sous peine de nullité ; - Veiller à appliquer les dispositions du Décret n° 2011-04 du 6 janvier 2011 portant code des marchés publics et la Circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix, notamment sur les points ci-dessous indiqués : <ul style="list-style-type: none"> ○ Les critères de qualification ○ Les lettres matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues ○ La publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics - Veiller dans le cadre des marchés conclus hors taxes à mentionner les références des textes législatifs ou réglementaires et les conventions prévoyant ces exonérations conformément à l'article 15.2 du CMP ; - Veiller à prévoir dans les contrats une clause pénalité pour retard conformément à l'article 133 du CMP ; - Veiller à l'archivage complet au niveau de la Cellule de Passation des Marchés des dossiers liés à la passation et à l'exécution des marchés conformément au manuel d'archivage de l'ARMP ;
Commentaires de l'AC	<p><i>PETROSEN est exonéré de toutes taxes par la loi pétrolière de 1998 concernant tous les marchés exécutés en 2011, ceci étant ne peut énumérer ces marchés en HT.</i></p> <p><i>Les pénalités pour retard ne sont exigées dans le cadre des DRP car l'article 133 en parle ainsi : « ... les marchés doivent prévoir une clause de pénalités pour retard dont le montant est fixé pour chaque catégorie de marchés dans les CCAG ».</i></p> <p><i>Dans une DRP, on ne peut pas parler de CCAG donc, ces pénalités ne sont pas requises par la loi en ce qui concerne les DRP.</i></p> <p><i>L'archivage a été complet à l'exception de deux dossiers sur les 15 vérifiés par vos soins selon vous alors que ce point est revenu dans toutes les DRP.</i></p>
	Observations maintenues. le défaut d'archivage des offres des

Appréciation du Cabinet	soumissionnaires concerne effectivement deux procédures de DRP. Cependant, l'archivage des dossiers liés à la procédure de passation et à l'exécution des marchés au niveau de la CMP n'est pas conforme. En effet, les documents relatifs à l'exécution et à la réception ne sont pas toujours archivés au niveau de la CPM conformément aux dispositions du manuel d'archivage de l'ARMP.
--------------------------------	---

DRP 017-2011 : FOURNITURE DE CADEAUX ET DE GADGETS	
Description	Marchés
Date d'invitation	25/10/2011
Date de dépôt des offres	02/11/2011
Attributaire	BAT PRESS
Date du bon de commande	09/11/2011
Date du contrat	NON
Montant du marché	24 925 000 TTC
Date de réception	09/11/2011
<p>Il s'agit d'un contrat de marché relatif à La fourniture de cadeaux et de gadgets. La liste restreinte est composée de cinq (05) candidats. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • CCA : 30 425 000 TTC • INFO PLUS : 32 800 000 TTC • ENTREPRISE YASSALAM : 29 325 000 TTC • BAT PRESS : 24 925 000 TTC • HIGHT TECH PRESS : 25 347 500 TTC <p>L'offre de BAD PRESS était de 25 925 000 F CFA et non 24 925 000 F CFA.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La DRP n'est pas indiquée dans le PPM transmis aux organes de contrôle pour publication en violation des dispositions de l'article 6 du CMP; - La lettre d'invitation ne mentionne pas le nom et l'adresse des candidats présélectionnés et elle n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instructions aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire

	<p>0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'ouverture des plis a eu lieu le 03 novembre 2011 soit un (1) jour après la date limite de dépôt des offres ; - L'offre conforme la moins disant n'a pas été retenue par la Commission des Marchés en violation des dispositions de l'article 78 du CMP ; - Le rapport d'évaluation des offres qui nous a été remis n'est pas signé ; - Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics en violation des dispositions de l'article 78.3.b du CMP ; - Le contrat objet du marché n'a pas été mis à notre disposition ; - Archivage des documents liés à la procédure non conforme. La CPM n'archive pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement etc.).
	<p>PETROSEN devrait :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à inscrire tous les projets de marchés dans le PPM transmis aux organes de contrôle pour publication conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP sous peine de nullité ; - Veiller à appliquer les dispositions du Décret n° 2011-04 du 6 janvier 2011 portant Code des Marchés Publics et la Circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix, notamment sur les points ci-dessous indiqués : <ul style="list-style-type: none"> ○ Les prescriptions techniques ○ Les critères de qualification ○ Le formulaire de soumission et le modèle d'instructions aux soumissionnaires ○ Les lettres matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues ○ L'attribution du marché au candidat ayant présenté l'offre conforme la moins disant ○ La publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics - Veiller au respect des dates indiquées pour le dépôt des offres et l'ouverture des plis ; - Veiller au respect strict de la composition de la Commission des Marchés et de modalités de son fonctionnement; - Veiller à l'archivage complet au niveau de la Cellule de

	Passation des Marchés des dossiers liés à la passation et à l'exécution des marchés conformément au manuel d'archivage de l'ARMP ;
Commentaires de l'AC	<i>La DRP est bien inscrite dans le PPM voir site d'internet de l'ARMP. L'archivage a été complet à l'exception de deux dossiers sur les 15 vérifiés par vos soins selon vous alors que ce point est revenu dans toutes les DRP.</i>
Appréciation du Cabinet	Observations maintenues. La DRP fourniture de cadeaux et de gadgets ne figure pas dans le PPM de 2011. le défaut d'archivage des offres des soumissionnaires concerne effectivement deux procédures de DRP. Cependant, l'archivage des dossiers liés à la procédure de passation et à l'exécution des marchés au niveau de la CMP n'est pas conforme. En effet, les documents relatifs à l'exécution et à la réception ne sont pas toujours archivés au niveau de la CPM conformément aux dispositions du manuel d'archivage de l'ARMP.

DRP 016-2011 : CONFECTION ET FOURNITURE AGENDAS	
Description	Marchés
Date d'invitation	20/10/2011
Date de dépôt des offres	02/11/2011
Attributaire	INFO PLUS
Date du bon de commande	04/11/2011
Date du contrat	NON
Montant du marché	5 325 000 TTC
Date de réception	10/11/2011
<p>Il s'agit d'un contrat de marché relatif à La confection et à la fourniture d'agendas. Deux(02) candidats ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • INFO PLUS : 5 325 000 TTC • LES CAURIS : 5 450 000 TTC 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La lettre d'invitation ne mentionne pas le nom et l'adresse des candidats présélectionnés et elle n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instructions aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;

	<ul style="list-style-type: none"> - L'ouverture des plis ne coïncide pas avec la date limite de dépôt des offres ; - La Commission des Marchés n'est pas conforme. ni le président ni son suppléant n'ont siégé ; - Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics en violation des dispositions de l'article 78.3.b du CMP ; - Le marché a été conclu en hors taxes et aucune mention des textes législatifs ou réglementaires et les conventions prévoyant ces exonérations n'est indiquée en violation des dispositions de l'article 15.2 du CMP ; - Le contrat qui nous a été remis n'est pas enregistré et la clause pénalité pour retard n'est pas prévue en violation des dispositions de l'article 133 du CMP ; - Une avance non cautionnée de 40% du montant du marché a été accordée à l'attributaire en violation des dispositions de l'article 96 du CMP ; - Archivage des documents liés à la procédure non conforme. La CPM n'archive pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement etc.).
Recommandations	<p>PETROSEN devrait :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à appliquer les dispositions du Décret n° 2011-04 du 6 janvier 2011 portant Code des Marchés Publics et la Circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix, notamment sur les points ci-dessous indiqués : <ul style="list-style-type: none"> ○ Les critères de qualification ○ Le formulaire de soumission et le modèle d'instructions aux soumissionnaires ○ Les lettres matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues ○ La publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics - Veiller au respect des dates indiquées pour le dépôt des offres et l'ouverture des plis ; - Veiller dans le cadre des marchés conclus hors taxes à mentionner les références des textes législatifs ou réglementaires et les conventions prévoyant ces exonérations conformément à l'article 15.2 du CMP ; - Veiller à prévoir dans les contrats une clause pénalité pour retard dans les contrats conformément à l'article 133 du CMP ; - Veiller au cautionnement à 100% de l'avance démarrage qui ne doit pas dépasser 20% du montant du marché, conformément aux dispositions de l'article 96 du CMP ; - Veiller à l'archivage complet au niveau de la cellule de

	passation des marchés des dossiers liés à la passation et à l'exécution des marchés conformément au manuel d'archivage de l'ARMP ;
Commentaires de l'AC	<p><i>PETROSEN est exonéré de toutes taxes par la loi pétrolière de 1998 concernant tous les marchés exécutés en 2011, ceci étant ne peut énumérer ces marchés en HT.</i></p> <p><i>Les pénalités pour retard ne sont exigées dans le cadre des DRP car l'article 133 en parle ainsi : « ... les marchés doivent prévoir une clause de pénalités pour retard dont le montant est fixé pour chaque catégorie de marchés dans les CCAG ».</i></p> <p><i>Dans une DRP, on ne peut pas parler de CCAG donc, ces pénalités ne sont pas requises par la loi en ce qui concerne les DRP.</i></p> <p><i>Le marché n'ayant pas atteint les seuils la caution n'a pas été jugée nécessaire</i></p> <p><i>L'archivage a été complet à l'exception de deux dossiers sur les 15 vérifiés par vos soins selon vous alors que ce point est revenu dans toutes les DRP.</i></p>
Appréciation du Cabinet	Observations maintenues. le défaut d'archivage des offres des soumissionnaires concerne effectivement deux procédures de DRP. Cependant, l'archivage des dossiers liés à la procédure de passation et à l'exécution des marchés au niveau de la CMP n'est pas conforme. En effet, les documents relatifs à l'exécution et à la réception ne sont pas toujours archivés au niveau de la CPM conformément aux dispositions du manuel d'archivage de l'ARMP.

DRP 018-2011 : TRAVAUX DE CONSTRUCTION-DEMOLITION D'UN MUR DU GARAGE DE DIAMNIADIO	
Description	Marchés
Date d'invitation	30/12/2011
Date de dépôt des offres	16/01/2012
Attributaire	EGCA
Date du bon de commande	19/01/2012
Date du contrat	NON FOURNI
Montant du marché	7 427 000 TTC

Date de réception	21/03/2011
<p>Il s'agit d'un contrat de marché relatif aux travaux de construction-démolition d'un mur du garage de Diamniadio. La liste restreinte est composée de cinq (5) candidats dont quatre(04) ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • EGCA : 7 427 000 TTC • DELTA : 10 468 779 TTC • EKSBS : 7 541 463 TTC • SOGEBAT : 15 190 208 TTC 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La lettre d'invitation ne mentionne pas le nom et l'adresse des candidats présélectionnés et elle n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instructions aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ; - La Commission des Marchés n'est pas conforme : ni le président, ni son suppléant n'ont siégé lors de la séance d'ouverture des plis ; - Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics en violation des dispositions de l'article 78.3.b du CMP ; - Le marché a été conclu en hors taxes et aucune mention des textes législatifs ou réglementaires et les conventions prévoyant ces exonérations n'est indiquée en violation des dispositions de l'article 15.2 du CMP ; - Le contrat qui nous a été remis n'est pas enregistré et la clause pénalité pour retard n'est pas prévue en violation des dispositions de l'article 133 du CMP ; - Une avance non cautionnée de 60% du montant du marché a été accordée à l'attributaire en violation des dispositions de l'article 96 du CMP ; - Les paiements ont été effectués par chèques bancaires au nom de Arona DIAGNE et non de EGCA attributaire du marché ; - Archivage des documents liés à la procédure non conforme. La CPM n'archive pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement etc.).
Recommandations	<p>PETROSEN devrait :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à appliquer les dispositions du Décret n° 2011-04 du 6 janvier 2011 portant Code des Marchés Publics et la Circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix, notamment sur les points ci-dessous indiqués : <ul style="list-style-type: none"> ○ Les critères de qualification

	<ul style="list-style-type: none"> ○ Le formulaire de soumission et le modèle d'instructions aux soumissionnaires ○ Les lettres matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues ○ La publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics - Veiller respect des dates indiquées pour le dépôt des offres et l'ouverture des plis ; - Veiller dans le cadre des marchés conclus hors taxes à mentionner les références des textes législatifs ou réglementaires et les conventions prévoyant ces exonérations conformément à l'article 15.2 du CMP ; - Veiller à prévoir dans les contrats une clause pénalité pour retard conformément à l'article 133 du CMP ; - Veiller au cautionnement à 100% de l'avance démarrage qui ne doit pas dépasser 20% du montant du marché, conformément aux dispositions de l'article 96 du CMP ; - Veiller à l'archivage complet au niveau de la Cellule de Passation des Marchés des dossiers liés à la procédure et à l'exécution des marchés conformément au manuel d'archivage de l'ARMP ;
Commentaires de l'AC	<p><i>PETROSEN est exonéré de toutes taxes par la loi pétrolière de 1998 concernant tous les marchés exécutés en 2011, ceci étant ne peut énumérer ces marchés en HT.</i></p> <p><i>Les pénalités pour retard ne sont exigées dans le cadre des DRP car l'article 133 en parle ainsi : « ... les marchés doivent prévoir une clause de pénalités pour retard dont le montant est fixé pour chaque catégorie de marchés dans les CCAG ».</i></p> <p><i>Dans une DRP, on ne peut pas parler de CCAG donc, ces pénalités ne sont pas requises par la loi en ce qui concerne les DRP.</i></p> <p><i>Le marché n'ayant pas atteint les seuils la caution n'a pas été jugée nécessaire.</i></p> <p><i>L'archivage a été complet à l'exception de deux dossiers sur les 15 vérifiés par vos soins selon vous alors que ce point est revenu dans toutes les DRP.</i></p>
Appréciation du Cabinet	<p>Observations maintenues. le défaut d'archivage des offres des soumissionnaires concerne effectivement deux procédures de DRP. Cependant, l'archivage des dossiers liés à la procédure de passation et à l'exécution des marchés au niveau de la CMP n'est pas conforme. En effet, les documents relatifs à l'exécution et à la réception ne sont pas toujours archivés au niveau de la CPM conformément aux dispositions du manuel d'archivage de l'ARMP.</p>

DRP 003-2011 : REALISATION D'INTERCONNEXION DES SITES SIEGE DE PETROSEN ET BASE DES OPERATIONS PETROLIERES	
Description	Marchés
Date d'invitation	21/03/2011
Date de dépôt des offres	05/04/2011
Attributaire	COMPUSYS
Date du bon de commande	18/05/2011
Date du contrat	NON
Montant du marché	21 317 800 TTC
Date de réception	
<p>Il s'agit d'un contrat de marché relatif à la réalisation d'interconnexion des sites siège de petrosen et base des opérations pétrolières. La liste restreinte est composée de cinq (5) candidats dont quatre(04) ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • SNTS : 25 480 000 F CFA TTC • START SERVICES TRADES : 24 102 200 F CFA TTC • NETOA : 77 558 000 F CFA TTC • COMPUSYS : 21 317 800 F CFA TTC 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La lettre d'invitation ne mentionne pas le nom et l'adresse des candidats présélectionnés et elle n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instructions aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ; - Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics en violation des dispositions de l'article 78.3.b du CMP ; - Le marché a été conclu en hors taxes et aucune mention des textes législatifs ou réglementaires et les conventions prévoyant ces exonérations n'est indiquée en violation des dispositions de l'article 15.2 du CMP ; - Le contrat qui nous a été remis n'est pas enregistré et la clause pénalité pour retard n'est pas prévue en violation des dispositions de l'article 133 du CMP ; - Une avance non cautionnée de 50% du montant du marché a été accordée à l'attributaire en violation des dispositions de l'article 96 du CMP ; - Archivage des documents liés à la procédure non conforme. La cellule n'archive pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement etc.).
Recommandations	PETROSEN devrait :

	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à appliquer les dispositions du Décret n° 2011-04 du 6 janvier 2011 portant Code des Marchés Publics et la Circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix, notamment sur les points ci-dessous indiqués : <ul style="list-style-type: none"> ○ Les critères de qualification ○ Le formulaire de soumission et le modèle d'instructions aux soumissionnaires ○ Les lettres matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues ○ La publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics - Veiller au respect des dates indiquées pour le dépôt des offres et l'ouverture des plis ; - Veiller dans le cadre des marchés conclus hors taxes à mentionner les références des textes législatifs ou réglementaires et les conventions prévoyant ces exonérations conformément à l'article 15.2 du CMP ; - Veiller à prévoir dans les contrats une clause pénalité pour retard conformément à l'article 133 du CMP ; - Veiller au cautionnement à 100% de l'avance démarrage qui ne doit pas dépasser 20% du montant du marché, conformément aux dispositions de l'article 96 du CMP ; <p>Veiller à l'archivage complet au niveau de la Cellule de Passation des Marchés des dossiers liés à la passation et à l'exécution des marchés conformément au manuel d'archivage de l'ARMP ;</p>
Commentaires de l'AC	<p><i>PETROSEN est exonéré de toutes taxes par la loi pétrolière de 1998 concernant tous les marchés exécutés en 2011, ceci étant ne peut énumérer ces marchés en HT.</i></p> <p><i>Les pénalités pour retard ne sont exigées dans le cadre des DRP car l'article 133 en parle ainsi : « ... les marchés doivent prévoir une clause de pénalités pour retard dont le montant est fixé pour chaque catégorie de marchés dans les CCAG ».</i></p> <p><i>Dans une DRP, on ne peut pas parler de CCAG donc, ces pénalités ne sont pas requises par la loi en ce qui concerne les DRP.</i></p> <p><i>Le marché n'ayant pas atteint les seuils la caution n'a pas été jugée nécessaire.</i></p> <p><i>L'archivage a été complet à l'exception de deux dossiers sur les 15 vérifiés par vos soins selon vous alors que ce point est revenu dans toutes les DRP.</i></p>
Appréciation du Cabinet	<p>Observations maintenues. le défaut d'archivage des offres des soumissionnaires concerne effectivement deux procédures de DRP. Cependant, l'archivage des dossiers liés à la procédure de passation et à l'exécution des marchés au niveau de la CMP n'est pas conforme. En effet, les documents relatifs à l'exécution et à la réception ne sont pas toujours archivés au niveau de la CPM conformément aux dispositions du manuel d'archivage de l'ARMP.</p>

DRP 015-2011 : ACQUISITION DE LOGICIEL BUREAUTIQUE DE GESTION DE PROJET	
Description	Marchés
Date d'invitation	11/10/2011
Date de dépôt des offres	31/10/2011
Attributaire	MIWIS
Date du bon de commande	02/12/2011
Date du contrat	NON
Montant du marché	9 606 800 TTC
Date de réception	
<p>Il s'agit d'un contrat de marché relatif à l'acquisition de logiciel bureautique de gestion de projet. La liste restreinte est composée de quatre(04) candidats. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ITECH : 9 910 000 TTC • 2SI : 9 959 970 TTC • CONVERGENCE INFORMATIQUE : 10 170 000 TTC • MIWIS : 9 606 800 TTC 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La lettre d'invitation ne mentionne pas le nom et l'adresse des candidats présélectionnés et elle n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instructions aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ; - L'ouverture des plis a eu lieu le 03 novembre 2011 soit trois (3) jours après la date limite de dépôt des offres ; - L'attributaire du marché a envoyé un complément de son dossier le 02 novembre 2011 alors que la date limite de dépôt des offres était fixée au 31 octobre 2011, - La commission des marchés n'est pas conforme : ni le président, ni son suppléant n'ont siégé pour la séance d'ouverture des plis ; - Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics en violation des dispositions de l'article 78.3.b du CMP ; - Le marché a été conclu en hors taxes et aucune mention des textes législatifs ou réglementaires et les conventions prévoyant ces exonérations n'est indiquée en violation des dispositions de l'article 15.2 du CMP ; - Le contrat qui nous a été remis n'est pas enregistré et la clause pénalité pour retard n'est pas prévue en violation des dispositions de l'article 133 du CMP ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Une avance non cautionnée de 60% du montant du marché a été accordée à l'attributaire en violation des dispositions de l'article 96 du CMP ; - Archivage des documents liés à la procédure non conforme. La cellule ne conserve pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement etc.).
Recommandations	<p>PETROSEN devrait :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à appliquer les dispositions du Décret n° 2011-04 du 6 janvier 2011 portant Code des Marchés Publics et la Circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix, notamment sur les points ci-dessous indiqués : <ul style="list-style-type: none"> ○ Les critères de qualification ○ Le formulaire de soumission et le modèle d'instructions aux soumissionnaires ○ Les lettres matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues ○ La publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics - Veiller au respect des dates indiquées pour le dépôt des offres et l'ouverture des plis ; - Veiller dans le cadre des marchés conclus hors taxes à mentionner les références des textes législatifs ou réglementaires et les conventions prévoyant ces exonérations conformément à l'article 15.2 du CMP ; - Veiller à prévoir dans les contrats une clause pénalité pour retard conformément à l'article 133 du CMP ; - Veiller au cautionnement à 100% de l'avance démarrage qui ne doit pas dépasser 20% du montant du marché, conformément aux dispositions de l'article 96 du CMP ; - Veiller à l'archivage complet au niveau de la Cellule de Passation des Marchés des dossiers liés à la passation et à l'exécution des marchés conformément au manuel d'archivage de l'ARMP ;
Commentaires de l'AC	<p><i>PETROSEN est exonéré de toutes taxes par la loi pétrolière de 1998 concernant tous les marchés exécutés en 2011, ceci étant ne peut énumérer ces marchés en HT.</i></p> <p><i>Les pénalités pour retard ne sont exigées dans le cadre des DRP car l'article 133 en parle ainsi : « ... les marchés doivent prévoir une clause de pénalités pour retard dont le montant est fixé pour chaque catégorie de marchés dans les CCAG ».</i></p> <p><i>Dans une DRP, on ne peut pas parler de CCAG donc, ces pénalités ne sont pas requises par la loi en ce qui concerne les DRP.</i></p> <p><i>Le marché n'ayant pas atteint les seuils la caution n'a pas été jugée nécessaire.</i></p> <p><i>L'archivage a été complet à l'exception de deux dossiers sur les 15 vérifiés par vos soins selon vous alors que ce point est revenu dans toutes les DRP.</i></p>

Appréciation du Cabinet	Observations maintenues. le défaut d'archivage des offres des soumissionnaires concerne effectivement deux procédures de DRP. Cependant, l'archivage des dossiers liés à la procédure de passation et à l'exécution des marchés au niveau de la CMP n'est pas conforme. En effet, les documents relatifs à l'exécution et à la réception ne sont pas toujours archivés au niveau de la CPM conformément aux dispositions du manuel d'archivage de l'ARMP.
--------------------------------	---

Annexe 5 :
REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE



SOCIÉTÉ DES PÉTROLES
DU SÉNÉGAL

CONFIDENTIEL

TRES URGENT

GMS/SSPM
Liberté 6 Extension
Immeuble Moustapha
2^{ème} Etage – Appartement C
BP : 9048
-DAKAR -

N/réf.

000434

DG/sm/sad

Dakar, le

29 Mai 2013

GMS
Audit & Expertise
Courrier Arrivée
Date : 30-05-13
Sous le N° 064

Objet : Rapport Provisoire de Revue Indépendante de la Passation des Marchés Gestion 2011.

Monsieur,

En réponse à votre correspondance portant sur le document cité en objet, nous vous faisons parvenir en retour, nos observations y relatives, mises en évidence.

Les pièces justificatives nécessaires sont également jointes en annexe.

Vous en souhaitant bonne réception, nous vous prions d'agréer Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

- P. J. - : 02

- Rapport annoté
- Pièces justificatives

Le Directeur Général

Mamadou FAYE

Société Anonyme au Capital de 5.021.000.000 FCFA
Siège Social : Route du Service Géographique - HANN - BP. 2076 - DAKAR
Tél. : (+221) 33 839 92 98 - Téléfax : (+221) 33 832 18 99 - E-Mail : petrosen@petrosen.sn - Site Web : www.petrosen.sn